Vol 13 # 05 • Du 7 au 13 Août 2019
Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

# HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162 Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

# LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS FACE À L'HISTOIRE



Voir page 3

Abel Descollines, l'un des députés de l'opposition préparant la séance de la mise en accusation du président Jovenel Moise

# LES SATELLITES DE WASHINGTON À LIMA

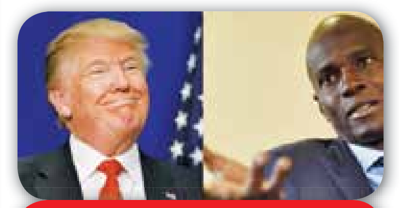



Voir page 3

Au Pérou, dans la ville de Lima, Conférence internationale pour la « démocratie » au Venezuela qu'on devrait plutôt intituler Conféremce pour combattre la démocratie au Venezuela

















1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com



# Vision simpliste

**Par Berthony Dupont**

La haine des masses laborieuses du pays ne cesse d'augmenter contre les classes exploiteuses puisqu'elles voient leurs conditions de vie s'aggraver au lieu de s'améliorer. Par ce constat, les liens de classe peuvent se renforcer facilement et davantage et ce processus peut faire tomber n'importe quel régime réactionnaire avec un minimum d'organisation.

Il y a ceux qui militent pour un quelconque changement mais qui ne le voient pas sous cet angle. Pour eux, la lutte est faite d'un miracle populaire comme quoi on n'a même pas besoin d'organiser et de participer avec les masses dans la construction d'une alternative. On n'a même pas besoin de proposer un programme ou une direction politique aux masses exploitées. Tout viendra et sera résolu automatiquement, spontanément.

Ceux qui ont fait ce calcul devront un jour faire face à leur erreur et s'avouer vaincus. On n'est pas besoin d'être grand stratège pour le voir venir à court et moyen terme.

Les avocats de cette vision sont ceux qui rêvent encore et font semblant de s'organiser mais ils sont très, très loin de la lutte et c'est ce qui explique qu'ils ne veulent pas s'engager à plein dans ce combat, une affaire de vie et de mort pour les masses populaires. On peut schématiquement trouver deux impasses dans leur cheminement : ils sont pour le changement mais ce ne sont pas eux qui vont donner leur précieuse vie pour une cause sacrée, le grand et héroïque sacrifice haïtien. Alors, sont-ils vraiment pour le changement ? Non !

Ils ne font que marquer le pas sur place et le plus souvent par peur de monter sur le ring, ils se cantonnent dans une prudente neutralité en renvoyant le gant aux autres. Ils trouvent toutes les excuses du monde pour ne prendre aucune initiative, pour ne pas défendre les principes même quand ils sont en jeu.

Il nous faut combattre et battre à plates coutures certains individus à vision toute simpliste qui n'est autre qu'une stratégie de rester sur place et de ne pas avancer. Nous ne pouvons accepter aucune position équivoque face à la situation dans laquelle se trouve le pays.

La seule lutte que le peuple haïtien doit entreprendre ces jours-ci dans l'intérêt du pays est celle qui doit être directement dirigée contre le trône impérial de Donald Trump.

Si la lutte a un sens c'est celui de satisfaire aux besoins vitaux de la majorité de la population. Si la lutte a un sens, c'est celui de bloquer les plans anti-ouvriers, anti-démocratiques des réactionnaires des classes dominantes. Si la lutte a un sens, c'est celui de savoir renforcer la cohésion idéologique. Le point fondamental est qu'il faut à tout moment lier les études à la production, la théorie à la pratique, de façon à forger un lien dialectique entre le travail politique et la conception qui nous guide.

Notre rôle est d'aider à bâtir, à construire un outil populaire, révolutionnaire capable de servir les desiderata des masses opprimées en temps et lieu. Quand doit-on donc faire ce travail ? Maintenant, puisqu'on est déjà trop en retard ! En ce sens, nous ne dictons pas au peuple quoi faire, mais comme nous sommes avec les masses dans un même bateau en péril, il est de notre devoir d'apporter notre contribution active puisque nous ne sommes pas uniquement concernés mais partie prenante du danger et par nos relations nous entretenons et provoquons des réactions immédiates réciproques.

Toute vision simpliste est dangereuse, le dessein de l'impérialisme est de vous empêcher de vous engager catégoriquement, non pas pleinement mais à moitié, temporairement, à temps partiel, dans la lutte du peuple pour des lendemains meilleurs.

La vision qui se veut dans le sens des intérêts de la lutte des masses, vers leur victoire, doit être claire, directe, non ambiguë et décisive. Il n'y a pas à sortir de là. Toute autre perspective, hésitante, frileuse, irrésolue, équivoque, ne peut tenir que de la trahison du peuple.

# Les satellites de Washington à Lima


De gauche à droite le président cubain et celui du Venezuela



La Conférence de la honte

Par Isabelle L. Papillon

Le mardi 6 août 2019 a été organisé au Pérou, dans la ville de Lima une Conférence internationale pour la « démocratie » au Venezuela qu'on devrait plutôt intituler pour combattre la démocratie au Venezuela.

Plus de cinquante pays satellites des Etats-Unis ont participé à cette mascarade réactionnaire dont l'objectif principal est le vol des richesses du peuple vénézuélien. En fait, ce que les Etats-Unis veulent pour le Venezuela et la Révolution Bolivarienne est d'avoir des dirigeants à l'instar du narcotrafiquant haïtien Michel Martelly et de l'actuel président du pays Jovenel Moise inculpé de corruption et de blanchiment d'argent. C'est un gang de bandits que les Etats-Unis ont imposé en Haïti depuis leur courante occupation du pays sous l'ombrelle des Nations Unies.

Ce n'est pas au nom du peuple haïtien que le régime pourri et corrompu en place dans le pays a participé à la conférence de Lima. Il est clair que Washington utilise les Nations-Unies pour déstabiliser Haïti et l'OEA dans le cas précis du Venezuela avec comme chef d'orchestre l'uruguayen Luis Almagro. Si c'est la promotion de la démocratie que les Etats-Unis sont en train de faire au Venezuela, qu'ils nous disent le nom de ce qu'ils font en Haïti.

Washington a annoncé en grande pompe le gel des avoirs du Venezuela, le président cubain Miguel Diaz-Canel sur Twitter a réagi ainsi « Le gouvernement des Etats-Unis, frustré par le courage et la résistance de la révolution bolivarienne, a désormais recours, de manière lâche, à un gel des avoirs vénézuéliens. C'est un vol et un acharnement que nous ne pouvons pas tolérer. Nous sommes solidaires avec Nicolas Maduro et le peuple vénézuélien »

Pour l'histoire, il ne sera pas inutile de mentionner les pays liges des puissances impérialistes qui ont participé à cette Conférence de honte.

Pour l'Amérique: l'Argentine, le Brésil, le Canada, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, l'Équateur, El Salvador, les États-Unis, le Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Saint-Kitts-et-Nevis.

Pour l'Europe: l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Croatie, le Danemark, la Slovénie, la Slovaquie, l'Espagne, la Finlande, la France, Géorgie, Grèce, Hollande, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Portugal, Royaume-Uni, République tchèque, Roumanie, Serbie, Suède, Suisse, Ukraine et Vatican

Azerbaïdjan, Corée du Sud, Émirats arabes unis, Israël, Japon, Malaisie et Thaïlande ont représentés l'Asie.

L'Australie et la Nouvelle-Zélande pour l'Océanie. Et pour l'Afrique: le Maroc, et l'Afrique du Sud. Quelle honte !

Bravo à la Russie, à la Chine populaire, à la Turquie, à la Bolivie, l'Iran, la Syrie, le Nicaragua, le Mexique, Cuba et tant d'autres. Sachez que la victoire est pour ceux qui résistent à l'impérialisme américain.

Que cet embargo rende le Venezuela et son peuple plus forts, plus courageux, plus productifs, plus socialistes et plus révolutionnaires à l'instar de la patrie socialiste de Cuba.

Vive le peuple frère du Venezuela et vive le gouvernement légitime de Nicolas Maduro !



Les pays liges de l'impérialisme américain ont tous participé sans aucun scrupule à cette mascarade

# La chambre des députés face à l'histoire


Garry Bodeau, le président de la chambre des députés


Jovenel Moise

Par Thomas Peralte

Le mercredi 7 Aout 2019, les parlementaires de l'opposition au gouvernement de Jovenel Moise prévoient une séance à la chambre basse pour la mise en accusation du président inculpé et qui depuis un laps de temps ne dirige rien. Auront-ils les moyens de leur prétention, puisqu'ils auront besoin des 2/3 des 119 députés pour que la mise en accusation du président puisse être effective, soit près de 80 députés à voter leur proposition pour gagner cette première manche ?

Cependant ce que les députés de l'opposition doivent comprendre, c'est que le pouvoir joue à une quelconque façade démocratique pour mieux les tromper. Si le président de la chambre des députés, proche de Jovenel a su se résigner à laisser à ses collègues le loisir d'organiser la séance, c'est une façon de dire qu'il n'y a aucun danger, Jovenel n'est pas inquiété. En d'autres termes, n'est-ce pas un moyen légal de les maîtriser pour que ces députés de l'opposition ne boycottent guère le tour de séance des proches du régime, quand ils auront à recevoir le Premier ministre nommé par Jovenel Moise pour la présentation de sa politique générale.


Les Députés

Déjà le Bureau de la chambre refuse catégoriquement d'inviter d'anciens et actuels hauts fonctionnaires de l'Etat comme le président du Conseil supérieur du pouvoir judiciaire, des ministres démissionnaires comme celui de la Justice, de l'Intérieur et des Affaires étrangères ; également des anciens Premiers ministres Jack Guy Lafontant et Jean-Henry Céant, le directeur général de la PNH, entre autres fonctionnaires et des membres de la société civile qui ont été invités par les députés qui veulent mettre Jovenel Moise en accusation de corruption et de crime de haute trahison pour permettre au Senat de s'ériger en haute cour de justice.

La séance peut accoucher d'une souris et elle apportera de l'eau au moulin du gouvernement ou offrira un boulevard au régime Phtkiste de rebâtir son image comme le souhaite tant Jovenel Moise et ses tuteurs de l'international.

Dans la foulée, des organisations populaires ont organisé au Champ de Mars, un parlement populaire au cours duquel par un vote écrasant de 105 voix pour 4 contre et une abstention, pour la mise en accusation du président impopulaire. Nous espérons que la séance au Bicentenaire ne soit pas plus symbolique que celle réalisée au Champ de mars.

Entre temps, la lutte pour déboulonner Jovenel et toutes ses acolytes, seul le peuple, lui seul en a les clefs et les secrets comme il l'a manifesté ouvertement et publiquement en maintes occasions.


Nous espérons que la séance au Bicentenaire ne soit pas plus symbolique que celle réalisée au Champ de mars.

# Jean René Delhomme : Un scientifique de la mer

Par J. Fatal Piard

*Sou lanmè n ape vwayaje*
*N ape mande sa k ap rive*

**Chante fòlklorik Ayisyen**

Depuis deux ans que nous avons eu l'opportunité de discuter fréquemment avec Monsieur Jean René Delhomme, sa ferme volonté d'explorer les profondeurs insondables de cette étendue infinie d'eau nous a toujours fasciné. Si c'est bien une loi inaliénable de la nature que les années passent et repassent interminablement, cependant son amour incommensurable pour les 28 métiers de la mer continue de grandir. Et, constatant que le public n'est pas suffisamment imbu d'amples opportunités offertes par le secteur maritime, Haïti Liberté a jugé nécessaire de s'entretenir avec le scientifique de la mer en toute exclusivité.

«La Compagnie JRD Haïti King Diver s'estime très heureuse d'annoncer au monde entier et à la communauté haïtienne d'une façon toute particulière de l'ensemble des activités qu'elle a déjà réalisées de novembre 2018 à juillet 2019 concernant les vingt huit (28) métiers de la mer. A date, 4 grandes conférences ont été tenues dans 4 des 10 départements géographiques du Pays. La toute 1ère réalisée 13 novembre 2018 à l'auditorium du Lycée Alexandre Pétion à Port-au-Prince comptait 3120 participants». C'est ce qu'a fait savoir le maitre nageur haïtien Jean René Delhomme.

Notre compatriote qui a eu le privilège de séjourner 3 jours et 3 nuits aux confins des profondeurs abyssales des océans, a poursuivi pour nous informer de l'ensemble d'activités réalisées à travers le pays. Par le biais de ces initiatives porteuses, plus de 15.918 compatriotes ont pu bénéficier d'informations, de formations et de partage de connaissances relatives aux 28 métiers de la mer. Monsieur Delhorme a aussi profité de ce médium pour faire part de sa gratitude à ceux et celles qui ont facilité la mise en œuvre de ce projet notamment le Directeur Général du Lycée Pétion, Mathurin Nicolas, Amos Cincir, et Marie Reynalde Lambert.

Le samedi 23 mars 2019,



**Jean-René Delhomme à l'œuvre**

ce fut au tour des amants de la mer de la ville de Port-de-Paix métropole du département du Nord-Ouest, de bénéficier de cette formation. En effet, l'auditorium du Caciquat Convention Center a servi de site où 3983 jeunes et adultes des deux sexes se sont rassemblés pour manifester leurs intérêts inébranlables pour ce secteur d'activités encore inexploitées. Le Commissariat départemental des Scouts du Nord-Ouest, par le biais de Wisly Lorfils, Daniel Loriston et Wilguens Devilas ont facilité la réalisation de la 2ème conférence sur les métiers de la mer.

« En partenariat avec la mairie du Cap Haïtien qui a pris en charge tous les besoins en matière logistique, 4230 riverains de cette ville historique grâce au soutien du maire Mondésir Jean-Claude ont pu bénéficier de ces formations. Ensuite, la 4ème conférence a été réalisée aux Gonaïves en partenariat avec la Mairie des Gonaïves, Nell Latortue et le Directeur Général Chescal Corvil qui nous ont grandement supportés en matière logistique. Le mardi 24 avril 2019, 4585 participants réunis au local de l'auditorium de l'Alliance Française ont pu profiter des connaissances dans cette discipline ». C'est ce qu'a rassuré le formateur Jean René Delhomme.

**Equipe nationale de plongée maritime.**

C'est bien dans la Cité de l'Indépendance qu'il a été décidé de faire le choix des nageurs qui auront à faire partie de l'équipe nationale des plongées maritimes. Et la jeune Esther Préval a été désigné comme la mieux placée pour opérer cette sélection. «JRD Haïti King Diver a pour but de créer une équipe nationale de plongée maritime pour servir Haïti. En conséquence, ses portes sont grandement ouvertes pour mettre à votre disposition toutes les opportunités qu'offrent les métiers de la mer au niveau mondial », a poursuivi l'intervenant.

**Les 28 métiers de la mer**

« Les 28 métiers de la mer : Moteur de création de richesses en Haïti ». Tel est le titre de ces conférences qui ont été présentées par le scientifique haïtien de la mer Jean-René Delhomme. A travers ces interventions, l'instructeur et maitre plongeur international visait à sensibiliser les participants sur l'importance des métiers de la mer. A raison de 3 heures par conférence, plus de 15918 participants dans 4 départements géographiques du pays ont été dotés de connaissances scientifiques et d'informations bien documentées sur les richesses dont dispose Haïti sur le plan maritime.

En outre les opportunités économiques et touristiques qui existent dans ce secteur sont multiples. « Face aux nouveaux défis du monde actuel, il est important que la jeunesse haïtienne, au-delà des savoirs scolaires, universitaires et professionnels soit suffisamment outillée des informations liés aux métiers en termes de connaissances tout en construisant son être. Ainsi, elle sera à même d'être un acteur de développement performant, efficace pouvant prendre en main son destin économique» a déclaré Jean René Delhomme.

Le scientifique de la mer a voulu rassurer les autorités haïtiennes qu'il est disponible en vue d'apporter toute l'aide nécessaire dans le cadre des activités d'exploration des ressources des fonds marins pour créer de nouvelles richesses dans le pays. Monsieur Delhomme a déploré le fait que seulement 5% de nos compatriotes savent nager et qui pis est 0.1% peut faire la plongée sous-marine. Paradoxalement 9 de nos 10 départements, à part celui du Centre, sont entourés par la mer.

Qui est Jean-René Delhomme ?

Après avoir passé 3 nuits 3 jours à plus de 3500 pieds dans les profondeurs insondables de l'Océan pacifique, Jean-René Delhomme le maitre nageur haïtien a entamé une mission scientifique internationale depuis près de 13 ans. Plongeur sous-marin, notre compatriote avait décidé de revenir au bercail dans l'unique objectif de former des professionnels locaux en quête de mieux être. Car il rêve fort de démocratiser la plongée sous-marine qui aujourd'hui représente un luxe en Haïti. Ayant travaillé pour les Etats Unis, le Canada et les Bahamas, cet explorateur maritime scientifique a évolué pendant plus de 20 ans à l'échelle internationale.

Delhomme fit très souvent partie des équipes scientifiques dont les missions nécessitent des expéditions sous-marines à des fins de sauvetage, de recherche médicale, scientifique, biologique, stratégique et touristique. Il a vu le jour dans la ville côtière de Port-de-Paix le 14 mars 1974 et a quitté Haïti en 1998 pour se rendre aux Etats Unis. Par la suite aux Bahamas, il poursuivit son rêve, celui d'être plongeur professionnel après des études au "Stuart Cove's Dive Bahamas", le principal centre de plongée de Nassau.

Certifié par le Service Maritime et de Navigation d'Haïti (SEMANAH) depuis des années, Jean-René Delhomme a créé sa compagnie privée. « JRD Haïti King Diver », est reconnue par l'Etat haïtien, et dispose des expertises l'habilitant à former les jeunes dans les dix (10) départements géographiques du pays en dispensant des cours de plongée et de natation pour que le pays puisse disposer de ses propres ressources dans cette discipline prometteuse. En tant que professionnel haïtien internationalement reconnu à travers le monde, son plus grand rêve est de créer une équipe nationale de plongeurs professionnels haïtiens.

En outre la compagnie JRD Haïti King Diver à travers un cursus très réaliste, offre une formation adéquate aux agents de la Police Nationale d'Haïti (PNH) du contingent de la marine ainsi qu'aux membres des Forces Armées d'Haïti. A en croire les nombreux bénéficiaires de ces formations, elles ont été riches en enseignements et informations clés et en pratiques sur les métiers de la mer. Paul Moril, Sergiles Jhonny, Luxama Jovenel, Félisnor Thelusma, Innocent Donald, Lessa William, Ricardo Saint-Val, Alexis Kinoche, Amos Gervais, François Remy figurent sur la liste de ceux et celles qui ont renforcé son équipe et ont rendu possible toutes ces activités de formation au profit de la communauté haïtienne dans son ensemble.

# Verdict de la cour d'appel dans le dossier Sonson La Familia



**Le juge Lamarre Bélizaire**

Par Marie Laurette Numa

Vendredi dernier 2 Aout 2019, la cour d'appel a rendu son ordonnance dans le cadre d'un ancien dossier de banditisme, de séquestration, de blanchiment des avoirs, de trafic illicite de drogue, d'assassinat et d'association de malfaiteurs et de kidnapping. Il s'agissait de celui des kidnappeurs Woodly Éthéart alias Sonson La Familia, Renel Nelfort alias Renel Le Récif du puissant chef de gang GALIL, proche du PHTK particulièrement de l'ancien président Michel Joseph Martelly.

Le dossier va donc être relancé pour être entendu devant le même tribunal avec une autre composition.

Rappelons qu'au mois de mai de l'année dernière, la Cour de cassation avait annulé la décision du juge Lamarre Bélizaire de libérer ces trois amis intimes de Martelly. A ce compte, le juge Belizaire ne devrait-il pas être maintenant derrière les barreaux pour avoir non seulement libéré des bandits notoires mais de manière flagrante, irrégulière - en dehors de la loi et des normes régissant la magistrature.



**Woodly Éthéart alias Sonson La Familia et Renel Nelfort alias Renel Le Récif**

# Hommes en folie, armes en folie, pays en folie



**Des bougies pour honorer la mémoire des victimes**

Par Fanfan la Tulipe

Vous êtes assis devant votre télé. C'est dimanche, aux États-Unis. Vous essayez de démêler le vrai du faux d'une situation pré-électorale d'une étonnante abracadabrance, avec une vingtaine de candidats Démocrates dont le nombre exagéré rappelle la meute de candidats lors des avant-dernières et dernières campagnes électorales en Haïti. Vous n'en revenez pas de cette haïtianisation du processus électoral amorcé il y a peu, des déchirances et chirépitances entre Démoncrates ce à la plus grande joie de l'homme en folie de la Maison Blanche, Donald Trump.

Vous êtes donc assis devant le petit écran. Vous n'avez vraiment aucune sympathie pour le camp Démocrate, mais vous espérez vous amuser à entendre la dernière bourde, la dernière gaffe, la dernière pitrerie, clownerie, fourberie, paillasserie, singerie, grimacerie, connerie du prince du sexisme, du champion du racisme, du zélateur de la misogynie, du roi de la xénophobie. Vous vous ennuyez de vous voir submergé par un déluge de publicité à la queue leu leu à vous étourdir. Curieusement, on vous offre des médicaments dont les multiples effets adverses – certains sont même *effrayiques* – devraient porter n'importe quel esprit critique à camper loin des sirènes de l'industrie pharmaceutique.

Au moment où vous apprêtez à lancer un juron au système, et fermer l'appareil, brusquement la télé annonce : BREAKING NEWS ! Flash ! Dernière heure ! Un réflexe d'Haïtien vous zèbre l'esprit : vous imaginez que Jovenel a eu la langue qui est devenue soudainement si grosse qu'il faudrait une glossectomie totale, une excision chirurgicale, urgente, pour que l'animal respire et ne meure pas d'asphyxie suraiguë. Non, ce n'est pas le cas, il s'agit plutôt d'un **homme en folie** qui a fait irruption dans un grand magasin Walmart, à El Paso, au Texas. Utilisant un fusil d'assaut, une **arme en folie** voudrait-on dire, il abat vingt personnes, bang, bang, bang, et en blesse autant.

Dès lors se met en marche la machine à masquer les vraies raisons de cette affreuse, inimaginable énième fusillade de masse : les autorités et les médias. Il faut plutôt mettre l'accent sur l'émotionnel, la promptitude à agir des agents de premier secours (moins de quelques minutes), la police particulièrement ; le chaos dans toute sa nudité, le nombre des décès et des blessés, les interviews de témoins oculaires, le *vatevyen* des ambulances, les *pleurnichances*, les *larmoyances*, la rouge *tournoyance* des gyrophares, le défilé montré en boucle des militaires lourdement chargés et armés comme s'ils allaient à la guerre, mironton, mironton, mirontaine ; et bien entendu, n'oublions pas les bouquets de fleur et les bougies du souvenir.

Le théâtre « masquant », le carnaval « masquant » commence avec une conférence de presse durant laquelle s'attablent gouverneur, maire, commissaire de police et une *latriye* d'assistants inutiles. Alors commence la litanie bien connue : nous avons le cœur brisé ; nos cœurs vont au courageux peuple du Texas ; il faut condamner cet acte insensé et haineux de violence ; ce n'est pas ainsi que nous sommes, nous sommes une communauté de gens qui se remettent vite de tels malheurs ; des compliments pour les premiers secouristes sur le terrain fusent de toutes les lèvres ; la police a fait un travail fantastique sinon héroïque ; nos condoléances, pensées et prières vont aux membres de la famille des victimes (même si la prière n'y peut toujours rien), enfin, enfin, *Serafen pyefen*.

Des questions se rapportant au massacre lui-même ? Pas si vite monsieur le reporter, madame la *reporteuse*. L'enquête a commencé à peine. On ne sait même pas ce que le mec pensait, on doit d'abord savoir ce qui trottait dans les circonvolutions crochues de l'animal. Il y a une investigation en cours, le FBI s'en est mêlé, alors attendons un peu. Notre communauté doit être définie en terme d'unité, de compassion. Ce type est méprisable pour avoir ôté la vie à tant d'innocents. Continuons de prier, car le pouvoir de la prière est immense [Hum!]. Nos prières et nos pensées montent au ciel de la mémoire des victimes. Nous continuerons de vivre en sécurité, hier (sic), aujourd'hui, demain (resic). Ça suffit, plus de questions. On vous en dira plus, si c'est nécessaire.

La deuxième phase du carnaval, celle qui en fait a commencé depuis la fracassante annonce « Breaking News », met en scène les analystes en général, les analystes d'application de la loi en particulier, les commentateurs, les reporters s'intéressant aux crimes, des chefs de police à la retraire, des agents du FBI retraités en mal de notoriété, des spécialistes du terrorisme ou des crimes motivés par la haine, des *hainologues*, des sociologues, des criminologues, des psychologues, des *tolalitologues*, des candidats Démocrates en mal de remonter la pente de leur impopularité, d'anciens conseillers en matière de sécurité nationale des présidents Obama, Bush II, Clinton, Bush I, bref, tout un éventail de *konesè, brasè, analizè* qui ne manquent pas d'offrir leurs prières et pieuses pensées.

Si les différentes interventions donnent l'impression de déjà entendu, ainsi une législation de contrôle des armes « qui relève du bon sens », il faut rendre à plusieurs intervenants ce qui leur revient : leur proposition sinon leur exigence de mesures vraiment restrictives telles l'interdiction de posséder un fusil d'assaut, voire plusieurs, et toute acquisition de gadget permettant de transformer une arme semi-automatique en une autre automatique avec une haute capacité de feu.

Alors que les Démocrates n'ont pas manqué de dénoncer le climat raciste, xénophobe, pro-nationaliste-suprématiste entretenu par le président Trump et propice à des débordements de violence homicide, les Républicains ont par contre gardé un profil très bas. Ils n'étaient certainement pas aux abonnés absents. Même, certains d'entre eux, de gros paletots en fait, n'ont pas répondu aux invitations des stations de télévision de venir prendre position sur le carnage à El Paso. On aura relevé, à tout hasard, que certains Démocrates *éclairés* ont carrément exprimé qu'on n'en avait plus que faire des « pensées et prières », que le temps était à l'action et non pas aux *blablatudes* médiatiques. Bravo !

Une heure du matin. Alors que je m'apprêtais à conclure cet article, la télé est venue me sortir de ma torpeur. En effet, je croyais que la prochaine fusillade allait me donner le temps de me remettre de la grande émotion ElPasotte, une année peut-être avant la prochaine hécatombe. Hélas non ! **À** Dayton, dimanche, dans l'Ohio, un autre forcené, un **homme en folie**, lui aussi dans la vingtaine, *ferraillait* aux abords d'un bar, dans le quartier animé d'Oregon. Au moins 10 personnes, dont l'assaillant, ont été tuées par une **arme en folie.**

C'est la deuxième tuerie aux États-Unis, en moins de 24 heures, qui a également fait au moins 16 blessés. L'auteur de la fusillade a été identifié par les autorités ; il s'agit d'un homme blanc de 24 ans. Sa sœur figure parmi les victimes. Le tireur est mort des blessures par balles reçues lors des tirs de riposte des policiers. Il était armé d'une arme *fendeuse de foie*.

J'ai dû, à mon corps défendant, me prêter à un autre exercice carnavalo-médiatique. C'est la mairesse de Dayton, dans l'Ohio, qu'on a réveillée à une heure indue. C'est elle qui était l'actrice (ou la danseuse) principale. Comme elle était fatiguée, avec les yeux pleins de sommeil, tirée des bras de Morphée pour s'accommoder des bras assassins d'un tireur fou que la police Daytonne « extrêmement rapide et efficace » avait pu maîtriser « en moins d'une minute ». *Effrayique* maîtrise qui a été le refrain, la ritournelle de tous les intervenants venus déblatérer, secrètement embarrassés d'être ainsi montrés du doigt dans le monde entier.

Finalement, c'est un **pays en folie** qui n'arrivera sans doute jamais à réaliser qu'il faudrait commencer par enlever à tous les détenteurs d'armes de guerre leurs bijoux de mort qui sont comme le prolongement de leur *zizi* ; ensuite exiger que tout individu possesseur de plus d'une arme de poing les retourne aux autorités ad hoc, et enfin interdire toute nouvelle vente d'armes *fannfwa*, ce en plus des mesures de bon sens que prônent depuis belle lurette les plus avertis et sensés des citoyens américains. Surtout, il faut fermer une fois pour toutes cette grande *soutireuse* qu'est la *National Rifle Association*, la poison.

Est-ce bien moi qui fais ces propositions radicales, radicalissimes? Dieux tutélaires ! **À** mon âge, je rêve en plein jour, non, au petit matin. Les choses sont gravement graves…*Gen lè m kòmanse gaga…*

À la prochaine tuerie, les gars !

**4 août 2019**




**Arme et chargeurs utilisés par le tueur de Dayton**

# Deklarasyon kèk anplwaye angrèv nan Enstiti Ayisyen Estatistik ak Enfòmasyon



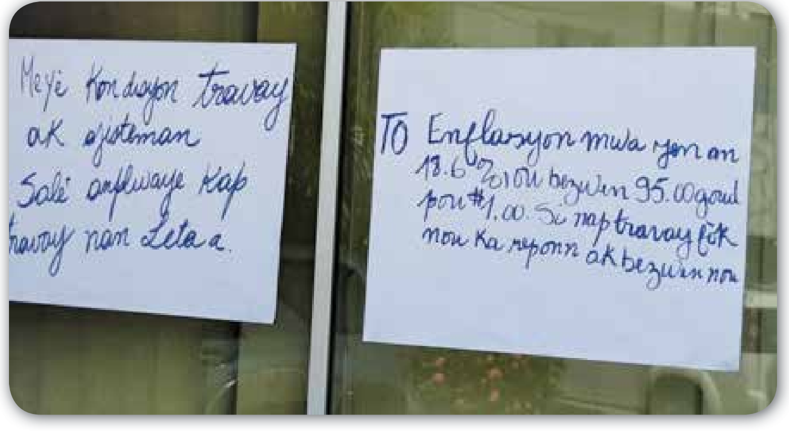
Vanessa Saintard



Ernsson Augustin




Ouvriye yo angrèv nan Enstiti Ayisyen Estatistik ak Enfòmasyon




*Madi dènye 30 jiyè a jounal Ayiti Libète te prezan nan Enstiti Ayisyen Estatistik ak Enfòmasyon kote anplwaye yo te kanpe travay pou yo te fòse dirijan bwat Leta sa a satisfè revandikasyon yo.*

*Nou te gen chans pale ak 2 anplwaye Vanessa Saintard ak Ernsson Augustin ki esplike nan bon timamit kondisyon y ap travay epi pou ki rezon yo sètoblije mobilize jounen jodi a pou yo defann enterè yo atravè grèv sa a. Men sa Vanessa te deklare bay jounalis Ayiti Libète a :*

Nou salye jounal Ayiti Libète, non pa m se Vanessa Saintard. Mwen se yon anplwaye Enstiti Ayisyen Estatistik, mwen afekte nan Direksyon Estatistik Ekonomik.

Arè travay sa a kòmanse yè lendi 29 jiyè a, li fèt apre yon seri demach nou te antreprann kote responsab Enstiti a pou n te mande yo yon ajisteman salaryal ak yon meyè kondisyon travay.

Toudabò nou te voye yon petisyon bay Direktris jeneral la ki se Madam Danilia Altidor pou nou te di l : nou swete Leta ajiste salè nou paske sa pa fet depi sizan

Dirijan yo pat pran tan pou yo te reponn nou, madanm lan te pwojte yon rankont ak nou, lan rankont sa a, yo te fè yon pakèt pwonmès men pwonmès yo pat chita sou anyen. Touswit apre jou ki te 22 jiyè nou te voye yon lòt petisyon ba yo, kote nou di yo nou pa satisfè ak repons yo e nou toujou kenbe menm revandikasyon yo.

Nan tout sa nou te mande yo, se yon sèl bagay yo te reponn korèkteman kote yo te rive chanje orè travay la, jan nou te mande l olyede 8tè 3zè li vin pito 9vè 4trè, nou te remèsye yo pou sa. Men sou kesyon ajisteman salè, ak chanje kondisyon travay l, pou espas la pwòp, pou n jwenn materyèl ak sekirite pou n fonksyone. Malerezman yo pa janm pran demann sa yo oserye, se poutètsa nou kanpe, jodia nou angrèv.

Apre Vanessa nou te pale ak Ernsson ki te prezante tèt li konsa :

Bonjou m ap salye tout estaf jounal Ayiti Libète, mwen rele Ernsson Augustin, mwen se yon ekonomis k ap travay nan direksyon Enstiti Ayisyen Estatistik ak Enfòmasyon ki sou titèl Ekonomi ak Finans, nou se sèl enstitisyon ki gen dwa pibliye done ofisyèl nan tout peyi a.

Depi yè nou tanmen yon mouvman grèv pou n mande 2 bagay pi bon kondisyon travay ak yon ajisteman salè. Fòk nou di Leta Ayisyen atravè atik 137 kòd travay bay tèt li obligasyon pou l ajiste salè tout anplwaye li yo chakfwa gen yon varyasyon ki depase 10 % nan yon peryòd kèlkonk.

Si nou ta va konsidere dènye done sou enflasyon Enstiti Ayisyen Estatistik ak Enfòmasyon pibliye ak èd biwo pri yo, enflasyon an li varye 18.6% parapò mwa jen 2018. Epi 1.8% parapò mwa me 2019 pandan mwa jen 2019 sa a. Sa vle di : Pri byen ak sèvis nou konn konsome nan ekonomi yo pandan mwa jen 2019 sa a, li 18.6 fwa piwo parapò mwa jen lane pase ak 1.8% pi wo nan mwa me lane 2019 sa a.

Gen anpil etid resan ki montre salè minimom vital ki se kantite resous yon moun bezwen pou l viv plizoumwen desan nan yon peryòd se 1000 goud pa jou. Sètadi yon moun ki fè 22 jou ap travay nan yon enstitisyon, pou pipiti fòk li ta touche 22.000 goud. Isi a gen moun ki touche mwens pase 22.000 goud. Gen moun se 11 mil 900 goud y ap touche.

Se pa sèlman IPC ak enflasyon ki wonje oubyen bese salè yon ouvriye, gen tou to echanj lan pou n konsidere paske li bese tou salè moun Si nou konsidere to echanj jounen jodia, kote ou bezwen 94 goud pou yon dola meriken, chak fwa to echanj lan ogmante salè ouvriye yo vin pi piti.

58 anplwaye sou 80 te siyen yon petisyon kote yo te fè dirijan yo konnen : yo pa kapab viv ak ti lajan kaka aran sa a, yo kontinye ap ba yo a.

Nan yon rankont jou ki te 19 jiyè a, Direktè administratif ak Finansye biwo a Blaise Alfred te di li tande revandikasyon nou. Gen bagay yo pap kab travay sou li kounyea tankou ajisteman salaryal la men y ap touche tankou kesyon sekirite a ak bon kondisyon travay yo.

Kòm yo pap kapab ajiste salè nou a pou mwa septanm lan, yo pral miltipliye montan yo bay sou ti kat debi a pa 2 oubyen 3, men pou pipiti pa 2 ; paske l te di se sèlman pou mwa septanm lan yo pral ogmante montan sou ti kat debi a. Nou konsidere tou chak mwa septanm ti kat la konn abitye double oubyen triple. Nou pa konsidere sa kòm yon solisyon ak pwoblèm lan, noumenm nou bezwen yon bagay dirab ki pou kenbe la jiskaske ajisteman salaryal la rive fèt, sa vle di *: Nou bezwen yon boukannen tann bouyi*.

Se nan sans sa nan dat ki te 22 jiyè 2019 la, nou voye yon dezyèm petisyon bay Direktris jeneral la, kote nou di l pou l miltiple pa 3 montan l ap mete sou kat debi a, depi mwa out jiskaske ajisteman salaryal nou bezwen an vin efektif.

Fò k nou souliye : Nou pa mande yon ogmantasyon salaryal, sètadi pinga yo panse : yon moun ki t ap touche 11.900 goud, si yo ajoute mil goud sou li, sa vle di, yo ba l ogmantasyon pou sa, salè li kounyea se 12.900 goud.

Sa nou mande, se yon ajisteman salè, savledi kisa : yon moun ki nan lane 2012 t ap touche 11,900 goud, Si lajan sa a te pèmet li achte yon moso pen, yon bokit dlo, yon mamit sik ; fò k salè y ap ba li jounen jodia nan lane 2019 la kapab achte menm bagay sa yo. Si se pa sa okontrè se bese salè moun nan bese paske kou lavi a vin pichè.

Patwon yo nan Leta a pa montre okenn volonte pou yo satisfè revandikasyon travayè yo. Yo pa konsyan si noumenm ouvriye n ap soufri, nou pa kapab viv anba lavichè sa a. Sepoutètsa, nou deside kanpe travay jiskaske yo dakò pou ajiste salè nou. Kòm nou di deja : ba nou yon boukannen tann bouyi pou n kapab kenbe toujou, paske :. Si n ap travay fò k nou kapab reponn ak bezwen nou.

Mèsi Vanessa, Mèsi Ernsson ! Mezanmi, Ayiti Libète ap fè n konnen tande ak wè se de. Jodia nou wè ak de je n kouman yo tire yon rafal bal devan Enstiti a. Ou pa kab menm wè ki moun k ap tire yo. Nan sans sa a, tout moun te bije leve kouri antre pifon anndan al kache. Daprè travayè grevis yo, se yon reyalite ensekirite y ap viv chakjou, kote lavi yo toujou andanje.

# Laye sou Zenit

Kal Dyedone wa chantrèl
Edens ak wa matchòpwèl
2 zè balanse sou zenit rebèl
Kou 2 zè l pwezi chantrèl
Denonse bout fatre lamarèl
Laye tout zantray azizwèl
Ak manch pilon komokyèl
Laye move grenn makrèl
Brase branch trip tatawèl
Ki fè lavi n vin anmè fyèl

Wosiyòl prete vwa Fredlin
Pou l vin chante pou lalin
Monte desann tout boulin
Denonse manchèt koulin
Ki laye dlo nan je Lasalin
Ki deplòtonnen kou bobin
Anba zèl grif otorite vèmin
Ki rachonnen vijinite ti fi n

Pou n pa pran nan salopri
Laye wosiyòl vannen pitimi
Wete tout grenn lòdè pouriti
Wete tout grenn koulè simagri
Laye Zenit pa gen pyès patipri
Demaske zenglendo ti soufri
Dezabiye kidnapè met tou touni
Otorite koulè labou byen santi
Gwo dechèpiyè santi kras san figi
Makòn awousa figi byen santi di

Laye byen laye laye voye fatra jete
Laye byen laye laye pou debarase
Laye byen laye laye pou detere
Volè dilè dechèpiyè ak sanzave
Laye byen laye kou 2 zè debake
Laye pou Ayiti ka resi devlope

J. Fatal Piard
6 dawout 2019

# Haïti: un chaos entretenu par les États-Unis

Par Nancy Roc

Totalement déconnecté de son peuple, le président haïtien n'intervient plus qu'à travers des tentatives de lobbying aux États-Unis ou des coups d'éclat pour rassurer l'ONU, suite au dernier rapport accablant d'Antonio Gutteres remis au Conseil de sécurité ce mois-ci. Cela suffira-t-il à désamorcer la bombe sociale qui se prépare ? Le nouveau Premier ministre désigné mais non ratifié pourrait-il en être le détonateur ?

Difficile en effet de s'adresser à un peuple qui le conspue, le traite de menteur pour n'avoir rempli aucune de ses promesses électorales mais, surtout, qui le soupçonne d'être impliqué dans le plus gros scandale financier de l'histoire d'Haïti, celui du PetroCaribe. Depuis 2008 déjà, des mouvements de citoyens demandent des comptes au gouvernement haïtien sur la gestion des fonds publics. Mais, lorsque sous la pression des PetroChallengers,(1) la Cour des comptes s'est saisi du dossier PetroCaribe en 2019 et a rendu publics plusieurs rapports d'audits révélant des détournements importants de ces fonds publics pour servir des intérêts privés, la colère du peuple est montée d'un cran. L'Etat aurait siphonné une partie des fonds de PetroCaribe dans l'intérêt de plusieurs dirigeants politiques dont le Président d'Haïti, Jovenel Moïse, accusé de corruption et de détournements de fonds via la firme Agritrans dont il a été le PDG. Depuis août 2018, le dossier PetroCaribe a été le catalyseur de mobilisations sociales mais, Jovenel Moise n'en démord pas : il ne démissionnera pas.

La dernière fois que le président Jovenel Moise s'est adressé aux Haïtiens remonte au 12 juin 2019. Et encore ! Il s'est adressé non pas à la nation qui demande sa démission depuis un an, mais aux forces de la Police nationale d'Haïti (PNH), à l'occasion du 23ème anniversaire de cette institution. Depuis, silence radio.


De gauche à droite Donald Trump et Jovenel Moise


Fritz William Michel le Premier ministre rose nommé par Jovenel Moise

**Un soutien inconditionnel des Etats-Unis**

Si, depuis un an, Jovenel Moise tient tête à l'opposition autant qu'à des milliers de jeunes qui exigent sa démission, c'est parce que – jusqu'à présent- il jouit du soutien du gouvernement américain. Ce dernier a fait savoir, à travers son représentant à l'ONU, Jonathan R.Cohen, que sous Jovenel Moise, Haïti suivait « une trajectoire positive », lors de la tenue du Conseil de Sécurité du mercredi 3 avril 2019. Pourtant, tous les indicateurs économiques, sociaux et politiques du pays étaient déjà au rouge et les diplomates européens ne cachaient pas leur inquiétude.

Ne pouvant plus s'adresser à la nation haïtienne et fort du soutien américain, Jovenel Moise n'a pas hésité à s'adresser à ses patrons américains en publiant, le 12 juillet 2019, un texte d'opinion dans le quotidien floridien, Miami Herald. « Si Haïti me donne un gouvernement, nous pouvons travailler ensemble pour un meilleur avenir », titre l'article d'un président qui est « allé trop loin en signant cette tribune sous la forme de prière d'un petit enfant nègre plus domestique que responsable à on ne sait quel dieu ou chef », dénonce l'écrivain et éditorialiste, Lyonel Trouillot, dans l'édition du Nouvelliste du 16 juillet. Cet éditorial dénommé « Au bout de la honte », préparait-il l'écrivain à assister, le même jour à un spectacle pathétique à l'Hôtel Montana, à l'occasion du cocktail offert par l'Ambassade de France pour le 14 juillet ?

De source diplomatique, nous avons appris que plusieurs anciens présidents et ex-premiers ministres y ont été conviés parmi lesquels, Michel Martelly – sous le régime duquel les plus importants détournements du fonds PetroCaribe ont eu lieu- et son épouse ; l'ex-Général Prosper Avril – dont le régime militaire a fait d'innombrables victimes ; l'ex-président intérimaire Jocelerme Privert, cité dans le massacre de la Scierie à Saint Marc en 2004 ; bref, les diplomates en Haïti ont le don d'inviter « la crème de la crème » d'Haïti aux réceptions officielles. Plusieurs autres premiers ministres étaient présents dont le dernier en date, Jean Henry Céant, ayant reçu un vote de censure le lundi 18 mars 2019 de la Chambre des Députés. « Tous formaient leur petit cercle à part et se regardaient en chiens de faïence », nous a confié cette source. « Le président Moise est non seulement arrivé avec 1h 45 minutes de retard, n'a salué que Martelly et son épouse mais, surtout, il n'a pipé mot et a laissé son ministre des Affaires Étrangères, Edmond Bocchit, prononcer un discours en réponse à celui de l'Ambassadeur de France. Je n'ai rien compris à tout cela et me suis demandé ce que Jovenel Moise faisait là », s'est exclamé notre source.

Au pays de la devise « L'union fait la force », même la devise républicaine de la République française. « Liberté, Égalité, Fraternité » parait n'avoir aucun poids. Ceci n'est toutefois pas étonnant lorsque l'on sait que dans la langue française, le mot devise est issu du latin divisum, signifiant « partager, répartir, diviser »…surtout diviser semble-t-il. Sous cet éclairage, il est facile de comprendre que toutes les tentatives de dialogue national aient échouées, malgré le ballet de diplomates américains enregistré en Haïti ce deux derniers mois.

La visite de la délégation de haut niveau de l'Organisation des États américains (OEA), le 20 juin dernier, a été un échec patent pour la diplomatie américaine en Haïti. Conduite par l'ambassadeur des États-Unis auprès de l'OEA, Carlos Trujillo, elle avait pour but, selon le Miami Herald, de désamorcer la crise en facilitant le dialogue entre le président de la République et ceux qui réclament sa démission. « La visite est une mission d'enquête », a déclaré le ministre des Affaires étrangères, Bochitt Edmond, qui avait envoyé le 14 juin une lettre à Trujillo.

Suite à cette visite, un officiel de l'OEA confie au Miami Herald que le président Jovenel Moïse a le soutien de l'Organisation et que les membres de l'opposition haïtienne doivent attendre les élections pour remplacer le chef de l'Etat, « Nous soutiendrons toujours la règle de droit. Si vous n'aimez pas Moïse, la solution est de le battre aux urnes. Nous n'allons pas lui demander de démissionner », a-t-il déclaré.

Mais Ronald Sanders, ambassadeur d'Antigua-Barbuda auprès des États-Unis d'Amérique et de l'OEA monte au créneau le 21 juin et révèle que la délégation de l'OEA a non seulement séjourné en Haïti sans mandat ni autorisation du Conseil permanent mais qu'elle aurait été ordonnée par l'ambassadeur des États-Unis d'Amérique, Carlos Trujillo, et le secrétaire général de l'organisation hémisphérique, l'Uruguayen Luis Almagro. Cette visite « semble s'être déroulée, en dehors de l'autorité du Conseil permanent, organe chargé de l'élaboration et du contrôle des politiques entre les assemblées générales », souligne l'ambassadeur d'Antigua-Barbuda auprès des Etats-Unis d'Amérique qui suggère à l'OEA de « promouvoir un changement systémique en Haïti et non un agenda externe ».

Ronald Sanders a aussi invité l'OEA à s'attaquer à la situation en Haïti, «  non pas de manière ponctuelle, mais en utilisant ses capacités de rassemblement, en association avec des représentantes et représentants légitimes de la communauté haïtienne ».

Suite à ce fiasco, la Sous-secrétaire adjointe principale (PDAS) au Bureau des affaires de l'hémisphère occidental du Département d'Etat américain, Julie Chung, s'est rendue à Port-au-Prince les 24 et 25 juin. Au cours de sa visite, elle a souligné que les États-Unis restaient attachés à la démocratie et a renforcé que la recherche de solutions à l'impasse politique et socio-économique actuelle en Haïti devait être un processus dirigé par les Haïtiens…

**L'ONU dénonce une situation explosive en Haïti**

Dans un rapport adressé au Conseil de sécurité et rendu public le mercredi 17 juillet 2019, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres a lancé un cri d'alarme en décrivant une situation « potentiellement explosive » en Haïti. « Depuis mon rapport du 1er mars, Haïti est restée en proie à une instabilité politique qu'aggrave encore la dégradation de la situation économique et des conditions de sécurité dans le pays. La prolongation des négociations sur la composition d'un nouveau gouvernement a paralysé l'administration et empêché l'adoption de textes essentiels. Parallèlement, la situation économique en Haïti a continué de se dégrader, réunissant les conditions d'une situation potentiellement explosive », a estimé le diplomate.

Ce rapport – contredisant l'attitude « tout va bien Madame la Marquise » en Haïti du gouvernement américain – a cloué le gouvernement haïtien au pilori quant à la répression et les violations des droits de l'homme qui sévissent sous le régime de Jovenel Moise.

Concernant le massacre perpétré en novembre 2018 par des gangs dans le quartier de La Saline, un bidonville de Port-au-Prince, António Guterres, s'est dit « alarmé par les constatations qui ressortent du rapport sur les allégations de violations des droits de l'homme et d'atteinte à ces droits survenues à La Saline et par l'impunité qui continue de prévaloir en ce qui concerne les violations graves des droits fondamentaux », a écrit le secrétaire général des Nations unies dans son rapport.


Jovenel Moise avec le Sous-secrétaire d'Etat aux Affaires politiques, M. David Hale et l'Ambassadeur américain en Haïti, Michèle Sison.

Les 13 et 14 novembre 2018, 59 personnes ont été tuées dans ce bidonville, selon, les organisations haïtiennes des droits humains (2), au moins 26, selon une enquête incomplète de l'ONU et de ses enquêteurs. Durant plus de 14h, les victimes ont été pourchassées, fusillées, décapitées, brulées en pleine rue par des chefs de gang, accompagnés de plusieurs policiers, avant d'être abandonnées dans une décharge publique. Plusieurs femmes et filles ont été violées et ce massacre a été perpétré « sans que les unités de police présentes à proximité n'interviennent », indique le rapport réalisé par la mission de l'ONU en Haïti et le Haut-Commissariat aux droits de l'homme. « Les allégations selon lesquelles au moins deux agents de police et un représentant de l'État se seraient rendus complices des faits doivent pousser les autorités à prendre rapidement des mesures pour que les responsables de ces crimes répondent de leurs actes devant la justice », a appelé Guterres.

**Une arrestation « coup d'éclat »**

Pour répondre au cri d'alarme de Guterres, le président Jovenel Moise est sorti de son laxisme et a effectué plusieurs coups d'éclat cette semaine, en l'espace de 48h.

Le plus dangereux chef de gang d'Haïti, Arnel Joseph, a été arrêté par des unités de la police nationale, le lundi 22 juillet dans la ville des Cayes, dans le Sud d'Haïti. Il se rendait pour des soins dans un hôpital où il devait se faire opérer pour une blessure à la jambe et a été arrêté par la police qui le traquait depuis des mois. La nouvelle a ébranlé le pays et ses réseaux sociaux où des photos et des vidéos de l'arrestation du chef de gang sont devenues virales.

Connu pour ses nombreuses exactions, parmi lesquelles de nombreux homicides et viols avec les membres de son gang, Arnel Joseph était recherché « activement » depuis son évasion en 2011. Fort de ses liens avec le pouvoir en place, notamment des membres du PHTK, il a ridiculisé la police et

*suite à la page(15)*

# Lettre ouverte de la Conférence des Pasteurs haïtiens à l'Ambassade des États-Unis en Haïti

*La Conférence des Pasteurs Haïtiens (COPAH) dénonce l'ingérence américaine dans les affaires intérieures d'Haïti. Dans une lettre ouverte à l'ambassadrice des Etats-Unis en Haïti, Michelle Sison, la COPAH dénonce le comportement de la diplomate qui fait pression sur l'opposition pour dialoguer avec Jovenel Moïse. La COPAH rappelle que la convention de Vienne de 1961 interdit aux diplomates de s'ingérer dans la politique interne d'un pays accréditaire.*

De : La Conférence des Pasteurs Haïtiens (COPAH)

A : Madame Michelle Sison

Ambassadrice des États-Unis en Haïti

En ses bureaux

Madame l'ambassadrice,

Nous prenons acte de l'intérêt que vous manifestez en faveur d'une solution négociée à la grave crise haïtienne qui dure depuis plusieurs mois. Reprenant, hors contexte, des déclarations d'un de vos prédécesseurs, Frédérick Douglass, vous avez encouragé le dialogue et l'unité entre les haïtiens pour sortir de la crise. En réalité, le dialogue est bon et nécessaire pour résoudre les conflits. Cependant, encourager les haïtiens à dialoguer avec n'importe qui nous paraît peu rationnel. Il est difficile d'envisager un dialogue sérieux avec quelqu'un qui serait de mauvaise foi. Et s'il était vrai et nécessaire de s'asseoir avec n'importe qui, l'administration que vous représentez en Haïti, en donnerait certainement l'exemple en s'asseyant avec l'Iran, le Venezuela, la Syrie, Cuba pour ne citer que ces États-là.

Nous déplorons amèrement que vos déclarations tenues le 3 Juillet dernier en votre résidence, à l'occasion de la célébration de la fête de l'indépendance nationale des États-Unis, aient chaudement été applaudies par quelques représentants de la classe politique, du secteur privé et de la société civile haïtienne, présents à cette cérémonie. En plus d'insulter l'intelligence du vaillant peuple haïtien, vous croyant dans un pays conquis, vous vous êtes permise de vous exprimer comme si vous intimiez l'ordre à des soumis.

Aussi, notons-nous, le caractère raciste et discriminatoire de vos déclarations faisant référence « à l'esprit de turbulence qui prévaut dans le pays et qui menace son indépendance.» Vos propos constituent un acte d'intimidation inadmissible et une atteinte à notre souveraineté et à notre dignité de peuple libre. Êtes-vous en train de préparer l'opinion publique à quelque chose qui serait déjà décidé en haut lieu de l'administration américaine contre Haïti? Seriez-vous prêt à nous occuper une nouvelle fois si le dialogue que vous voulez nous imposer n'aurait pas lieu comme vous le souhaitez en fonction de vos intérêts propres? Définitivement, cela va au-delà des limites de l'inacceptable.

À ce niveau, madame l'ambassadrice, il n'est pas inutile de vous rappeler que nos ancêtres ont combattu pour votre pays à Savannah. Vous l'aviez rappelé et c'est bien. Nous vous le concédons. Cependant, vous aviez omis de souligner que les États-Unis pays ont boycotté notre indépendance gagnée au prix du sang et de gros sacrifices pendant soixante ans parce qu'il était encore un État esclavagiste. Aussi, aviez-vous oublié de mentionner l'occupation de notre pays par le vôtre en 1915, sans compter les débarquements de 1994 et de 2004. Ces actes ont non seulement retardé notre progrès social et économique, ils nous ont humilié aussi. Et nous continuons d'en payer le prix fort. C'en est, d'ailleurs, une des causes fondamentales du sous-développement de pays.

Aussi, déplorons-nous madame l'ambassadrice, votre attitude qui consiste à forcer les haïtiens à accepter un prétendu dialogue avec un président rejeté par la majorité de ses concitoyens pour avoir été éclaboussé par plusieurs scandales de corruption. Vous n'êtes pas sans savoir que monsieur Jovenel Moïse que vous voulez maintenir au pouvoir à tout prix après l'avoir imposé à travers un processus électoral truqué et contesté, est indexé dans un rapport de la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif (CSCCA) dans son rapport d'audit sur la dilapidation des fonds Petrocaribe. C'est pratiquement la plus grande casse financière jamais réalisée dans toute l'histoire du pays. On ne peut pas donner une prime à la corruption et à l'impunité, deux obstacles majeurs au développement de notre pays.

Dans tous les pays du monde, lorsque quelqu'un est indexé pour corruption dans un rapport rendu public par une institution d'État, comme la Cour des Comptes, il n'est autorisé à occuper aucune une fonction jusqu'à ce que la justice l'innocente. On ne l'accepte pas aux États-Unis, sinon l'ancien gouverneur de l'Illinois, Rod Blagojevich ne serait pas condamné à 14 ans de prison pour avoir tenté de céder au plus offrant le siège de sénateur laissé vacant par Barack Obama, lorsque celui-ci a remporté les présidentielles de 2008. Il serait libre de tout mouvement et pourrait prétendre à se présenter aux élections présidentielles américaines si la justice de votre pays était complaisante avec les corrompus. L'exemple est clair et fascinant. Aux États-Unis, au nom de la morale publique et de l'éthique, on ne plaisante pas avec les corrompus. Pourquoi croyez-vous que cela devrait se faire autrement en Haïti?

Ce qui semble vous échapper ou que vous feignez d'ignorer, c'est qu'au-delà de la crise politique, de son incompétence et de son incapacité à résoudre le moindre problème, monsieur Jovenel Moïse est accusé par une institution d'État, la Cour des Comptes, d'avoir participé à la dilapidation des fonds Petrocaribe-fonds destinés à la réalisation de projets sociaux et économiques dans le pays. En fait, il a des démêlés avec la justice. Les questions judiciaires ne se règlent pas par le dialogue. Elles doivent être portées par devant les tribunaux, seuls compétents à les entendre et à prononcer le mot du droit. Dans un État de droit et démocratique, le plus grand des pouvoirs, c'est la justice. C'est ce qui fait des États-Unis, une grande nation. C'est ce à quoi les haïtiens aspirent aussi. Et c'est légitimement!

Votre rôle en tant que diplomate, madame l'ambassadrice, n'est pas de chercher à imposer le dialogue entre un président accusé de corruption par une institution publique de son pays et ses concitoyens qui réclament sa démission. Tout ce que celui-ci doit faire, et il le sait, c'est de se libérer de sa fonction présidentielle et de se mettre à la disposition de la justice. Autrement dit, vous n'avez absolument aucun rôle à jouer dans une affaire mettant en cause la moralité du président. Nous tenons aussi énormément aux valeurs morales et éthiques que vous défendez aux États-Unis et qui font de vous un grand peuple, un grand pays. La lutte contre la corruption et toute autre forme de criminalité est un mouvement mondial dont Haïti ne saurait en être l'exception. Et en tant que citoyens et en tant qu'hommes de Dieu, nous nous souscrivons à la lutte contre la corruption. La corruption ne constitue pas seulement un crime, elle encourage la criminalité, accélère la pauvreté, creuse les fossés, accentue les inégalités sociales, augmente la souffrance des peuples et freine le développement.

En plus des crimes financiers qui sont reprochés au régime en place que vous supportez au nom d'une pseudo démocratie, taillée sur mesure pour Haïti et vide de contenu, il est également accusé d'implication dans des massacres d'État à l'instar du massacre de la Saline, de Tokyo, de Cité Soleil et de Carrefour-Feuilles. Pas une fois vous n'en avez fait mention dans vos prises de position qui vont toujours dans le sens du maintien au pouvoir de ce régime qui viole les droits humains, les lois de la République et la Constitution du pays. Des congressmen Américains ont même écrit à votre supérieur hiérarchique, le secrétaire d'État américain, Mike Pompeo, l'encourageant à exiger que le pouvoir en place diligente des enquêtes sur ces massacres documentés tant par des organismes de défense des droits humains nationaux que par la MINUJUST, établissant l'implication directe du régime dans ces actes abominables. Votre silence sur ces massacres commis en plein 21ème siècle où les corps des pauvres victimes sont livrés aux chiens et aux porcs pour être dévorés, traduit une indifférence cynique. Nous refusons de croire que vous cautionnez tous ces crimes et violations des droits d'un peuple dont vous prétendez être l'ami. On ne traite pas un ami de cette manière.

Si selon la convention de Vienne de 1961, « l'une des fonctions d'une mission diplomatique consiste à protéger dans l'État accréditaire les intérêts de l'État accréditant et de ses ressortissants, dans les limites du droit international »; au nom du droit à l'autodétermination des peuples, les haïtiens sont appelés à résoudre eux-mêmes leurs problèmes, sans être soumis aux diktats d'aucune puissance. Il est temps de changer cette politique d'imposition, d'insulte et d'agression qui ne fait qu'accroître la misère et la souffrance du peuple haïtien qui veut entrer dans la modernité politique et économique et coopérer dans le respect avec les autres sans être assisté. Nous ne sollicitons pas votre intervention pour que monsieur Jovenel Moïse démissionne, mais nous voulons que vous vous occupiez de vos affaires dans le cadre du strict respect du droit international pendant que les haïtiens s'occupent des leurs, sans contrainte.

Enfin, madame l'ambassadrice, nous notons aussi chez vous comme tous vos prédécesseurs, une fâcheuse tendance à vous immiscer de plus en plus dans les affaires intérieures du pays. Alors que la majorité des haïtiens exigent la démission de monsieur Jovenel Moïse pour son implication dans la dilapidation des fonds du Petrocaribe, vous exercez des pressions pour obtenir la ratification d'un premier ministre et le lancement d'un hypothétique processus électoral avec un CEP qui n'inspire pas confiance. Ce comportement est une violation flagrante de l'article 41-1 de la Convention de Vienne qui interdit aux diplomates de s'immiscer dans les affaires intérieures d'un pays accréditaire.

Recevez, madame l'ambassadrice, nos salutations patriotiques en Jésus-Christ !

CC: Secrétaire d'État américain, Mike Pompeo Commission des Affaires Étrangères du Sénat Américain

Commission des Affaires Étrangères de la Chambre des représentants

Core Group

Représentant des Nations-Unies en Haïti

Délégation de l'Union Européenne en Haïti

Représentant de l'OEA en Haïti

Nonciature Apostolique en Haïti

Représentant de la CARCOM

Conférence des Pasteurs Haïtiens (COPAH)

Route Nationale # 1, Sarthes 55, Rue des Nîmes # 17

Tél. : 509 3637- 7292 / 509 3991-4280 / 509 509 3711-4375.

pasteur_dorvila@hotmail.com

**Rév. Pasteur Ernst Pierre Vincent**
**Président de la COPAH**
**8 Juillet 2019**

# Monsieur le maire



**Le chanteur et ancien maire de Port-au-Prince Manno Charlemagne**

Par André Charlier

*Lavi se lanmè, l pa sere kras*
*Anba pye mapou a wa fè fas...*
*Sou chak 5000 entelektyèl*
*4900 lan komokyèl*
*You bann tyoul ki san ren, k san fyèl*
*Yo bliye si Pèp se sèl fòs...*

J'ai fait la connaissance de Manno Charlemagne vers 1980, à Brooklyn, chez un ami, su cours d'une petite soirée où nous étions réunis à une demi-douzaine environ pour boire un peu, fumer pour ceux qui aimaient ça, et dire tout le mal que nous pensions du régime de Bébé doc. De son père, le plus terrible dictateur jamais vu dans notre pays (et que son âme gèle dans les glaces, les neiges et le blizzard de l'Enfer pour l'éternité et même plus longtemps, en ce qui me concerne!). Nous n'étions non plus pas trop tendres envers nos gouvernements passés, et si nous avions sévi au Port-aux-Crimes, notre doulce capitale, nous aurions tous été des gibiers de choix pour la macoutaillerie régnante, avec aller simple garanti pour le Boulevard des Allongés (le cimetière parisien de la rue Froidevaux, un coin sinistre que je n'ai jamais aimé fréquenter de nuit – courageux ou capon, on a tous nos terreurs; je me permets de transférer ce nom à l'institution identique de chez nous, près de laquelle une police militaire qui se parait du nom d'Armée eut l'indécence de fusiller deux braves bien de chez nous, dont l'un de mes amis d'enfance, Milou Drouin).

J'étais à l'époque passablement radical (désolé d'en décevoir certains, mais je le suis toujours, au sens littéral: je pense que nos maux sociaux doivent être attaqués à la racine; mettre un emplâtre sur une jambe de bois, c'est idiot; vous ne soignez pas un cancer avec des pilules d'aspirine, tenez-le vous pour dit; et si vous croyez aux demi-mesures, vous marchez avec votre cadavre sous le bras; cependant, si la violence est l'accoucheuse de l'Histoire, l'on n'appelle jamais la sage-femme avant les tranchées; avant l'heure, c'est pas l'heure, après l'heure, c'est plus l'heure; l'heure, c'est l'heure!).

Mon radicalisme plut à Manno; et ses idées me firent le même effet. Nous devînmes amis. D'ailleurs, j'adorais ses chansons, comme cette composition de l'écrivain Rolph Trouillot, *Imigrasyon*, qu'il a magnifiquement interprétée et popularisée :

*Imigrasyon tenten*
*Met men lan kòlèt mwen*
*Li di w pa sitizann*
*Li di m Where is mwen di l what?*
*Li di m votre Alyenn Kat!*

Ou encore cette perle:

*Konprann ou fè zak san temwen*
*Dapre mwen se* (j'oublie le mot) *kreten*
*Lavi se lan mè l pa sere kras*
*Anba pye mapou a wa fè fas...*

C'est une vérité: dans la vie, il arrive toujours un moment où IL FAUT faire face, que vous le vouliez ou non, et cela arrive le plus souvent au plus mauvais moment. Alors la différence, c'est votre résolution. C'est la qualité maîtresse de tous les grands hommes, et de pas mal de moins grands aussi. Ayant évalué la situation dans laquelle ils se trouvaient, ils savaient ce qu'ils devaient faire, et le faisaient tout de suite, sans se poser de questions une fois leur décision prise. Les quatre Pères de notre Nanchon avaient cette qualité. Salnave, Péralte et Batraville aussi. Et, cela vous choquera certainement, l'infernal François Duvalier était aussi de ce genre: il faisait ce qu'il avait décidé sans attendre, tout de suite, et c'est pourquoi tous ses adversaires se retrouvèrent sous terre, ou en exil. Je crois personnellement que tous les grands dictateurs sont du même genre. Les grands révolutionnaires aussi. Et les grands soldats. *Dans la vie, l'intelligence est une grande qualité; mais la résolution est encore plus importante.* Hannibal vit que le seul moyen d'attaquer Rome était de passer

*suite à la page(15)*

# Chase Those Crazy Baldheads Out of Town: Resisting the Rise of Authoritarianism in Occupied Haiti

*by Kolektif Anakawona*

*(The second of two parts)*

**Opposing the Baldheads**

In 2011, Michel Martelly was inaugurated as the president alongside the 99-member Chamber of Deputies and 11 out of 30 senate seats, none of whom were from his party, the PHTK. Martelly immediately fired the members of the *Conseil Electoral Provisoire* (Provisional Electoral Council, CEP), responsible for organizing elections that year. He only formed a new CEP after the terms of another one-third of the Senate seats had expired. Meeting the 16-member quorum needed to legislate became difficult. By 2015, when the terms of another third of the Senate and the entire 99-seat Chamber of Deputies concluded, Martelly dissolved the legislature and ruled by decree. In consequence, "the opposition" joined protestors in 2016 to reject the questionable election of PHTK presidential candidate Jovenel Moïse, who was under investigation at the time by the state agency *Unité Centrale des Renseignements Financiers* (Central Intelligence Office on Financial Information, UCREF) for money laundering. An interim government was put in place during this crisis. Senator of the Artibonite (one of 10 regional departments of Haiti) Youri Latortue of *Ayiti an Aksyon* immediately created a *Commission Éthique et Anti-corruption* (Commission of Ethics and Anti-corruption) to investigate the management of PetroCaribe funds. The resulting August 2016 report accused high dignitaries, including Martelly's second Prime Minister Laurent Lamothe. A second *Commission Sénatoriale Spéciale d'Enquête sur le fonds PetroCaribe* (Special Senatorial Commission to Investigate the PetroCaribe Funds) in 2017 produced a ("methodologically flawed") 647-page elaboration of the first findings.[24]

Senator Latortue heading an anti-corruption commission is laughable. Consider that he was a member of the *Forces Armées d'Haiti* (Haitian Armed Forces, FAdH) and participated as a lieutenant in the first coup d'état against Aristide in 1991. He was also accused of leading death squads during the military junta control of the country (1991-1994). When Aristide disbanded the army upon his return to Haiti in 1994, Latortue (like other former army members) joined the police force and was later integrated into the presidential palace's security team. Latortue left the service before Aristide's second term started in 2001. He spent the next years traveling abroad and organizing alongside other former army members to overthrow Aristide again in 2004. Latortue is also known for drug dealing and kidnapping.[25]

**Resisting occupation, neoliberalism, and the Baldheads**

Though corruption and (il)legal violence profoundly shape life in Haiti, the recent rearrangement of power relations, of course, is not uncontested. In particular, social movement organizations used the 2010 earthquake as a political opening to initiate another wave of resistance to neoliberalism and occupation. For example, in November 2011, the national syndicate *Batay Ouvriye* (Workers' Struggle) organized a conference that culminated into a march in Cap-Haïtien along with its national and inter/national allies (from Trinidad and Tobago, Dominica, Guadeloupe, Martinique, France, and the U.S.) to denounce the UN occupation and the "Clinton Plan."[26] In October 2013, socialist feminist federation *Solidarite Fanm Ayisyen* (Haitian Woman in Solidarity, *SOFA*) led several other feminist and allied organizations to hold symbolic parliamentary sessions to decry the elision of women from the state, President Martelly's dismissal of elected municipals, his delay of senatorial and other local elections, the state's collaboration with the occupation, its refusal to make official the domestic servitude and electoral quota reform laws, its co-opting of the *Ministère à la Condition Féminine et aux Droits des Femmes* (Ministry of the Feminine Condition and Women's Rights), and its destruction of national production and traditional farming methods. Since 2013, organizations like *Mouvement de Liberté d'Égalité des Haïtiens pour la Fraternité* (Movement for Liberty and Equality of Haitians for Fraternity, MOLEGHAF) based in the "popular neighborhood" of *Belair* coordinate street protests against election fraud, corruption, and occupation.[27] Recall, too, the countrywide shutdown of last July 2018 (which was reduced in the mainstream media in Haiti and abroad as nothing more than looting and violence) after the announcement of yet another rise in gas prices.[28] So, the PetroCaribe Challenge is inscribed in this particular round of resistance against colonialism, Empire, and emerging authoritarianism.



**Then President Michel Martelly campaigning with his protégé Jovenel Moïse, the PHTK candidate who was being investigated for money laundering and won an election marred by fraud**

**PetroCaribe Challenge: A renewed cycle of struggle**

The PetroCaribe Challenge [29] was launched in mid-August 2018 when artists and cultural workers in Haiti and its diaspora took up the hashtag "*Kot kòb PetroCaribe a?* (Where is the PetroCaribe money?)" on their social media pages. Movement adherents called for on-the-ground demonstrations a few days later. Challengers mobilized on Facebook, Whatsapp, Twitter, and Instagram through memes, informational videos, and press releases. With relatively educated young people between 15 and 54 making up almost 60% of the population living in the country, more than 55% of the population living in urban areas, and almost 6.5 million people with access to mobile devices, the difficulties of mobility within and outside of the territory, robust diasporas located at different sites in the Empire, and the control of mainstream (traditional) media by local elites, social media outlets presented as ripe opportunities to organize surplus populations seeking new formations and leadership and new visions for an alternative development. By the third march on Oct. 17, marking the anniversary of the death of the Haiti's founding father Jean-Jacques Dessalines, the PetroCaribe movement rallied more than 100,000 protestors throughout the country to denounce their inability to assure their own social reproduction. Protests also took place in Port-au-Prince, Cap-Haïtien, Gonaïves, Jacmel, as well as in Miami, New York, Montreal, and Paris. [30]

Anticorruption demonstrations are cyclical in Haiti and are typically led by organizations and people who identify as working class. This time, the political landscape is complicated with the emergence of new actors from the *so-called* middle class (petit bourgeoisie), people in their late twenties to late thirties with tertiary degrees, professionals (entrepreneurs, filmmakers, sociologists, lawyers, doctors, engineers, singers/rappers), some of whom lived and/or studied abroad in France, the U.S., and Canada. PetroChallengers grew up under the terror of paramilitary groups that protected the power of the military junta which led the first coup d'état against President Aristide in 1991. At best, they are ambivalent about this deposed leader. They constitute a generation whose elementary and secondary school history books abscond the realities of the Duvalier dictatorship and the Cold War in Haiti. They grew up listening and dancing to the "King of Konpa"[31] Michel Martelly and perhaps trusted him to deliver on the promise he made during his inaugural speech in 2011 to assist the growth of the middle class, what he called "the economic engine of a country" and to "open Haiti for business." [32]

Women are central and visible organizers of the PetroCaribe movement. Many participants are members of pre-existing "traditional" organizations [33], notably the *Sèk Gramsci* (Gramsci's Circle); [34] but most are affiliated with the group *Ayiti Nou Vle A* (The Haiti We Want, ANVA) that pushed the original tweet in August 2018. Since December 2018, these disparate challengers assembled into the group *Nou Pap Dòmi* (We Are Watching) [35] and meet at the LGBT-friendly café in downtown Port-au-Prince Yanvalou, around the corner from the Superior Court of Accounts. To disassociate themselves from the political machinery (what they call "politics"), PetroChallengers define themselves as "engaged citizens" comprising a "social" rather than a "political" movement.[36]

PetroChallengers are from an educated generation who are social media savvy. Movement messaging (namely short informational videos and posters about unfinished projects) is primarily in Kreyòl, the language common to all Haitians (as opposed to French), and is shared via social media platforms to bridge geographical gaps. Challengers make use of historical dates to plan and execute their actions, which consist mostly of sit-ins and marches. Their last sit-in in front of the Superior Court of Accounts took place on Apr. 26, 2019, a date commemorating a bloody massacre in 1963 perpetrated by Duvalier's *Tonton Makout* (bogey men). What PetroChallengers demand is a full investigation of the spending of Venezuela solidarity funds and subsequent indictment, trial, and imprisonment of the culprits, a clique of governmental officials and business elites (some embodying both roles).

With the release on May 31, 2019 of the Superior Court's 600-page report on the misuse of 77% of PetroCaribe funds, *Nou Pap Dòmi* is officially (like "the opposition") demanding the resignation of President Jovenel Moïse. Ultimately, PetroChallengers seek to expose the opacity and corruption that uphold the colonial state, and as such to heighten the contradictions of the "system" that permits only a few to over-accumulate capital, in this case through national debt, while most fail to reproduce themselves socially.

**Beyond Protests: the Horizon**

A mosaic of actors manage a repression that marks a neoliberal mode of governance and government in Haiti. The current conjuncture brings to light the formation of new regional blocs under U.S. tutelage and thus the need to complicate and disentangle South-South relations. While the U.S. is busy warring to maintain the conditions for further capitalist expansion in the Middle East, it exploits the imperialist aspirations of Brazil and India to outsource its control over Haiti. The current conjuncture also exposes the collusion of and fissures between the various national and international institutions and corporations operating the state apparatus. Having inherited a fractured state, President Moïse endeavors to monopolize all forms of power under the protection of the "international community." As Haitian-American anthropologist Michel-Rolph Trouillot reminds us, contrary to the dominant discourses on Haiti that travel throughout the world, the Haitian state is neither a failed nor weak one. It does what it was designed to do since inception; it oversees the contradictions of capitalist accumulation for some, and premature death, for most.




**"Nou Pap Dòmi" is one of the Petro Challenger groups. Here they march with a banner which says "Turn over the PetroCaribe money."**

The current conjuncture then is an opportunity to seriously propose an abandonment of the neoliberal extractivist project of development and instead to amplify already existing experiments with new non-capitalist practices. At its official (online) inauguration last November, *Ayiti Nou Vle A* (The Haiti We Want, ANVA) invited the country at large to participate in drawing up a 30-year plan out of the crisis.[37] A similar effort was already undertaken by the *Platfòm Ayisyen Pledwaye pou yon Devlòpman Altènatif* (Haitian Platform of Avocacy for an Alternative Development, PAPDA) [38] from 2013 to 2018 in consultation with over 153 grassroots organizations throughout the country to produce a *Kaye Nasyonal Revandikasyon Òganizasyon Peyizan ak Peyizàn Ayisyen yo* (Haitian Peasant Notebook of Demands). Perhaps the growing rapprochement between "traditional" social movement organizations (some more than 30 years old), many of which are members of the coalition *Konbit Òganizasyon Politik, Sendikal ak Popilè* (Konbit of Political, Syndicated and Popular Organizations), and emergent groups like *Nou Pap Dòmi* offer the possibility of a cross-class movement independent of the opposition that dominates the political landscape.

**Author: Kolektif Anakawona** is Guerchang Bastia, Nixon Boumba, Sabine Lamour, Mamyrah Prosper.[39]

**Mamyrah Prosper** is a visiting fellow at the Center for Place, Culture, and Politics at the Graduate Center, City University of New York and the International Coordinator of Community Movement Builders.

**Sabine Lamour** is the national coordinator of feminist socialist organization *Solidarite Fanm Ayisyèn* (Haitian Women in Solidarity) and a lecturer in sociology at the *Université d'Etat d'Haiti.*

**Nixon Boumba** is a founding member of *Mouvement Démocratique Populaire* (Democratic Popular Movement, MODEP). He works as a capacity-builder for the anti-mining and land rights, as well as the LGBTI movements. He is also the Haiti country consultant for American Jewish World Service.

**Guerchang Bastia** is a member of Sèk Gramsci (Gramsci's Circle), *Asosyasyon Inivèsitè ak Inivèsitèz Desalinyè (Association of Dessalinian Academics)* **[40]** at the *Université d'Etat d'Haiti,* and the socialist party *Rasin Kan Pèp La.*

**Notes**

[24] To view the report, see https://www.miamiherald.com/latest-news/article184819023.ece/binary/Rapport_PETRO_CARIBE_OCTOBRE_2017_Final_Complet.pdf

[25] This information was made public thanks to the work of Wikileaks. #freeassange #freeolabini

[26] While Hillary Clinton was U.S. Secretary of State, she (and Bill through the Clinton Global Initiative) facilitated United States Agency for International Development (USAID) and Inter-American Development Bank loans to support the land dispossession of peasants in the Northeast of Haiti (land grabbing) and establish the Caracol (free trade zone) Industrial Park whose current tenant is the South Korean garment manufacture Sae-A Trading Co. Ltd. The Park disgorges chemical byproducts in the Caracol Bay from the manufacture of Old Navy clothing.

[27] MINUSTAH and the U.S. Embassy consider Belair a

*suite à la page(16)*

# UNITÉ DES PEUPLES CO

## *DÉCLARATION FINALE DE LA XXV° RE*




**La XXV° Rencontre du Forum de Sao Paulo a été tenue à Caracas, Venezuela du 25 au 28 juillet 2019**






**La XXV° Rencontre du FSP invite, avec un sentiment d'urgence, à renforcer les luttes pour la justice pour tous, pour l'émancipation sociale, pour la pleine souveraineté politique, l'indépendance économique et l'autodétermination de nos peuples.**

*Nous, les délégués à la XXV° Rencontre du Forum de Sao Paulo (FSP), réunis à Caracas, République Bolivarienne du Venezuela, berceau du Libérateur Simón Bolívar et de son digne héritier, le Commandant Hugo Chávez Frías, à l'occasion du 65° anniversaire de sa naissance, sommes arrivés aux conclusions suivantes :*

Une année s'étant écoulée depuis la XXIV° Rencontre de La Havane, l'offensive réactionnaire multidimensionnelle de l'impérialisme étasunien et de la droite oligarchique qui est son alliée s'est renforcée. Mais en même temps, l'Amérique Latine et les Caraïbes sont la scène de grandes luttes et de grandes victoires du peuple qui ont arrêté l'offensive de l'Empire. Les cas récents du Mexique, du Venezuela, du Nicaragua et de Porto Rico le confirment.

Il est urgent de reprendre l'initiative avec plus de vigueur et d'efficacité. C'est possible « quand il y a l'unité, une direction politique décidée et capable, des objectifs de lutte clairs, un moral de combat et un enracinement dans les classes populaires. » Cette idée, approuvée par la XXIV° Rencontre de l'année dernière, est toujours valable.

Bien que les effets négatifs de la concentration de la propriété continuent de s'aggraver, que le pouvoir et la richesse soit toujours aux mains de la minorité privilégiée de toujours, dans les pays de la région qui vivent cette situation la protestation sociale augmente alors que les forces de gauche, les forces populaires et progressistes, surtout dans le champ des mouvements sociaux et populaires, élaborent des propositions anti-néolibérales que nous devons stimuler et soutenir fermement.

La droite internationale ne cesse pas de mettre en œuvre ses plans subversifs, elle opère de façon coordonnée pour fragmenter et/ou affaiblir nos Etats Nations, cherche à détruire ou à discréditer tout projet de changement social qui prétende suivre des voies non capitalistes ou simplement post-néolibérales, travaille sans répit pour éroder nos identités nationales ainsi que les valeurs culturelles qui nous donnent une cohérence sociale et fait de plus en plus d'efforts pour nous diviser sur tous les terrains.

Au plan de la droite destiné à nous désintégrer, opposons le plan d'intégration, de souveraineté et de dignité de nos peuples. Face aux traités de libre commerce favorisés par les Etats-Unis, renforçons les projets d'intégration souveraine comme la CELAC, l'ALBA-TCP, le MERCOSUR et d'autres initiatives d'intégration populaires et d'autonomie.

Le Gouvernement Trump, expression parfaite de l'Empire yankee et du capitalisme transnational financier qui prédomine aujourd'hui, cherche à renverser, avec une violence croissante dans tous les domaines, la tendance au déclin de son pouvoir relatif en tant que centre hégémonique de domination sur les terres de Notre Amérique. Nous sommes obligés, avec nos peuples, d'empêcher la Doctrine Monroe d'arriver à ses fins interventionnistes. Face à la Doctrine Monroe, la Doctrine Bolívar.

Le cumul politique des forces de gauche et des forces populaires et progressistes de 1959 à aujourd'hui, multiplie les espoirs et nous fait dire que oui, il est possible de vaincre n'importe quelle offensive de l'Empire. Aujourd'hui, la Révolution Bolivarienne, la Révolution cubaine elle-même, l'expérience politique bolivienne réussie et le Nicaragua sandiniste le démontrent.

Renforçons les luttes pour la justice pour tous, pour l'émancipation sociale, pour la pleine souveraineté politique, l'indépendance économique et l'autodétermination de nos peuples.

Continuons à construire la plus large unité anti-impérialiste et anti-néolibérale dans le respect de la diversité des partis et des forces politiques de gauche et progressistes, des mouvements sociaux et populaires qui les unissent et des Gouvernements de gauche et progressistes pour vaincre l'offensive impérialiste et le renforcement ou la restauration du néolibéralisme.

Face à ces réalités, la XXV° Rencontre du FSP invite, avec un sentiment d'urgence, à renforcer le mouvement mondial de défense de la paix, de la démocratie et des conquêtes sociales obtenues. La conduite internationale agressive et irresponsable de l'actuel Gouvernement Trump l'exige.

Appelle à encourager la plus large solidarité mondiale avec la défense de la souveraineté et de l'autodétermination du peuple vénézuélien et le droit de celui-ci de vivre en paix.

Soutient le dialogue entre le Gouvernement Bolivarien et les courants d'opposition mis en place par le président constitutionnel Nicolás Maduro, car en lui s'expriment véritablement la démocratie et les libertés qui existent au Venezuela, raison pour laquelle il est soutenu par la majorité du peuple vénézuélien pour résoudre les différends par la voie constitutionnelle et pacifique, sans ingérence étrangère.

Rejette énergiquement les menaces d'intervention militaire envers le Venezuela et condamne dans toutes les instances possibles le blocus économique, financier, commercial et le siège diplomatique du Gouvernement des Etats-Unis. Préserver la paix au Venezuela, c'est préserver la paix dans la région et c'est l'une des priorités des partis qui faisons partie du FSP.

Ratifie les causes justes approuvées aux XXIII° et XXIV° Rencontres du FSP que nous considérons comme toujours valables. En conséquence, cette XXV° Rencontre appelle à :

Renforcer la défense, en tant qu'objectif commun, de la Proclamation de l'Amérique Latine et des Caraïbes comme Zone de Paix approuvée au II° Sommet de la CELAC. C'est urgent et vital.

Défendre la CELAC en tant qu'événement unitaire le plus important de ces 200 dernières années et semer l'idée intégrationniste dans nos peuples.

Répudier la dangereuse présence militaire des Etats-Unis et de leurs alliés de l'OTAN dans les Caraïbes et dans l'Atlantique, dont les buts sont clairement agressifs et qui cherchent à faire pression sur nos nations.

Rejeter énergiquement la Doctrine Monroe et toutes les idées des Etats-Unis concernant le fait que l'Amérique Latine et les Caraïbes sont « son arrière-cour. »

Convenir, partout où c'est possible, des actions pour affronter la domination de l'Impérialisme yankee en Amérique Latine et dans les Caraïbes.

Connaître comment opère la droite internationale, régionale et locale contre ce continent que nous défendons et continuerons à défendre.

Réaffirmer l'importance des relations du FSP avec les partis de gauche d'Europe, d'Asie, d'Afrique et du Moyen Orient.

Dénoncer le rôle d'ingérence, au service des Etats-Unis, de l'OEA. Celle-ci continue à agir comme un fidèle ministère des colonies des Etats-Unis, représenté par son secrétaire général Luís Almagro, pion de l'Empire.

Condamner la Guerre non Conventionnelle que les Etats-Unis livrent aux Gouvernements qui ne se plient pas à leurs ordres et à leurs intérêts.

Affronter énergiquement l'avancée de la droite parmi nos peuples. C'est ce que mettent en évidence les Gouvernements néolibéraux remis au goût du jour, autoritaires et profascistes comme celui de Bolsonaro au Brésil, d'Iván Duque en Colombie, de Mario Abdo Benitez au Paraguay, de Mauricio Macri en Argentine, de Lenin Moreno en Equateur et de Juan Orlando Hernández au Honduras, qui détruisent la démocratie et les droits sociaux conquis.

Soutenir le peuple hondurien dans sa lutte persistante et courageuse pour défendre ses droits contre les politiques néolibérales et la corruption qui caractérise le néolibéralisme, et en faveur de la construction d'une alternative qui favorise les intérêts majoritaires du peuple. La lutte de celui-ci, dirigé par le parti LIBRE, est un exemple à suivre par ceux qui souffrent des funestes conséquences du néolibéralisme.

Condamner énergiquement le génocide permanent que commet l'extrême-droite qui gouverne la Colombie contre toute expression organisée du mouvement social et populaire grâce à l'inacceptable assassinat systématique des dirigeants sociaux, des ex-guérilleros et des membres de leurs familles.

Exiger, en plus, la liberté de Simón Trinidad et des ex-guérilleros qui sont toujours en prison. Exiger du Gouvernement colombien le respect total des Accords de Paix, vitaux pour que notre continent continue à être une zone de paix. De même, nous soutenons le parti FARC pour sa défense persistante des Accords et de leur application, ce qui constitue une inestimable contribution à la lutte pour la paix. Pour atteindre cette paix, nous demandons la reprise immédiate des dialogues avec l'Armée de Libération Nationale (ELN).

Dénoncer l'intervention des Etats-Unis au Nicaragua contre la Révolution Sandiniste grâce à une inacceptable tentative de coup d'Etat vaincu par le peuple nicaraguayen dont le droit à la paix doit être défendu par tous. Les Etats-Unis n'arriveront pas à vaincre l'héroïque peuple de Sandino grâce à des sanctions économiques.

Apporter toute notre solidarité au FMLN, dont ses militants et son peuple sont victimes d'agressions et de revanchisme de la part de la droite locale, au service des Etats-Unis, à travers de la violation des droits conquis et pour les discréditer par la voie judiciaire, comme c'est le cas, avec de graves faits de persécution politique et de violation des Droits de l'Homme en Equateur, au Brésil, en Argentine. L'emprisonnement de Lula et de Jorge Glas le démontrent, ainsi que les poursuites judiciaires contre Cristina Fernández de Kirchner, Rafael Correa et Ricardo Patiño. Et nous exigeons la libération de tous les prisonniers politiques.

Soutenir, en Bolivie, la candidature d'Evo Morales et d'Álvaro García Linera qui, avec le soutien majoritaire du peuple, cherchent à développer, pendant leur quatrième mandat, « l'Ordre du Jour du Bicentenaire » pour en finir avec les dettes historiques du XIX° et du XX° siècle en suspens et à affronter les tâches du XXI° siècle dans des

# ONTRE L'IMPÉRIALISME

## *ENCONTRE DU FORUM DE SAO PAULO*





**Une vue de l'assistance et d'un atelier de travail au Forum de Sao-Paulo**



**Au centre de la XXV° Rencontre du Forum de Sao Paulo, les présidents de Cuba et du Venezuela : Canel Diaz et Nicolas Maduro**

conditions d'indépendance et de pleine souveraineté politique.

Soutenir le binôme de Daniel Martínez pour la présidence et Graciela Villar pour la vice-présidence de l'Uruguay, dont la victoire garantirait la continuité des politiques en faveur du peuple uruguayen et des lois favorables aux secteurs traditionnellement oubliés comme les travailleurs domestiques, les manœuvres agricoles ou les personnes transsexuelles. Et la défense de la souveraineté et de la démocratie en Uruguay que les Gouvernements du Front Large ont menées à bien.

Soutenir le mouvement populaire d'Argentine qui a réussi à former une alliance unitaire avec le Front de Tous qui a pour candidat à la présidence Alberto Fernández et pour candidate à la vice-présidence Cristina Fernández de Kirchner pour affronter le macrisme et ses politiques de faim, d'endettement, de répression et de renoncement à la souveraineté, aux prochaines élections d'octobre. La défaite de Macri et du néolibéralisme en Argentine serait une victoire de l'intégration de Notre Amérique et redonnerait du souffle aux luttes et aux résistances dans les autres pays.

Condamner la politique de Washington qui criminalise les émigrants, surtout ceux d'Amérique Centrale. C'est pourquoi nous condamnons et rejetons l'accord de contrôle migratoire entre les Etats-Unis et le Gouvernement du Guatemala, un pays dont la souveraineté est violée et dont le territoire, grâce à cet accord, se transformerait en prison virtuelle pour ceux qui souhaitent entrer aux Etats-Unis et leur prétention de faire la même chose avec le Mexique.

Soutenir le Gouvernement du président Andrés Manuel López Obrador dont la victoire, avec une participation massive du peuple, a démontré qu'il n'y a pas du tout de fin de cycle progressiste, a ouvert des perspectives de changement en faveur de la grande majorité avec le programme de la Quatrième Transformation et peut représenter une reprise des processus d'intégration régionale autonome et souveraine de nos peuples, sous le principe de la libre autodétermination des peuples, de la non intervention et de la résolution pacifique des conflits.

Rejeter toute forme de racisme, de discrimination sociale et de discrimination sexuelle. Donc, soutenir l'ordre du jour de lutte de la communauté LGBTTI.

Exiger le respect des droits des femmes violés par les politiques néolibérales. Défendre le rôle des femmes latino-américaines et caribéennes en tant que constructrices essentielles des processus de changement émancipateurs et de résistance active à la controffensive néolibérale et à la perte des droits conquis. Soutenir les mobilisations féministes de masse en cours sur le continent. Sans l'apport des femmes, il sera impossible d'avancer vers la véritable indépendance de nos nations. Comprendre que la lutte pour l'égalité des sexes ne pourra triompher que si nous assumons la lutte pour l'égalité des classes. Ce n'est qu'en chassant le capitalisme qu'il sera possible d'éliminer le patriarcat.

Condamner toutes les formes de discrimination et de violence envers la femme, l'exclusion, le trafic et la traite des femmes et des enfants, l'exploitation sexuelle, l'assassinat de femmes et exiger un plus grand soutien et une plus grande protection des droits sexuels et




des droits à la reproduction des femmes.

Condamner le trafic de drogues, le trafic de personnes et le terrorisme sous toutes leurs formes. Défendre l'accès à l'eau comme Droit de l'Homme et comme droit des peuples à développer leur activité agricole, une source de richesse et de travail qui assure la souveraineté alimentaire, ainsi que défendre l'environnement, la terre et les territoires. Soutenir les exigences des Etats insulaires des Caraïbes à être indemnisés pour les dommages causés par l'esclavage.

Demander la levée inconditionnelle, totale et définitive du blocus économique, commercial et financier criminel contre Cuba que le Gouvernement des Etats-Unis a aggravé et qui constitue le principal obstacle au développement économique et social du pays et une violation flagrante et massive des Droits de l'Homme des Cubains. Dans le cadre de leur politique de siège de Cuba, ils ont appliqué la Loi Helms Burton et activé le chapitre III ainsi que d'autres mesures hostiles.

Exiger la restitution à Cuba du territoire qu'occupe la Base Navale de Guantánamo. Soutenir la revendication traditionnelle de l'Argentine sur la souveraineté des Iles Malouines, la Géorgie du Sud et les îles Sandwich du Sud, l'Antarctique Argentine et sur les espaces maritimes qui les entourent. Remettre en question, de plus, l'accord entre l'actuel Gouvernement de l'Argentine et le Royaume Uni signé en septembre 2016 et connu sous le nom de «ForadoriDuncan».

Soutenir le droit au retour souverain de la Bolivie à l'Océan Pacifique dans le cadre d'une nouvelle époque dans laquelle le dialogue entre le peuple chilien et le peuple bolivien construiraient un accord de solidarité qui permette à la Bolivie d'avoir un accès à la mer pour les peuples afin d'apporter des meilleurs jours à la population en lui facilitant l'exploitation des ressources maritimes, l'exportation des produits organiques et le rencontre avec les cultures du monde entier grâce à un port souverain.

Défendre, respecter et garantir les droits et la culture des peuples originaires et afro-descendants. Réclamer la décolonisation des Caraïbes et le soutien ferme de l'Indépendance de Porto Rico. Nous saluons les manifestations de masse du peuple portoricain contre la corruption du gouvernement colonial et annexionniste de Ricardo Rosselló destinées à défendre la dignité portoricaine.

Exiger la libération de Lula, victime d'un exercice du pouvoir judiciaire abusif, illégal et qui suscite l'indignation. Rejeter la politique de l'Empire étasunien qui qualifie Cuba, le Nicaragua et le Venezuela de membres d'un soi-disant « axe du Mal. »

Défendre, en tant que l'un des objectifs centraux du FSP, la construction de l'unité anti-impérialiste et anti-néolibérale comme tactique et stratégie de victoire, en défense de la souveraineté, de l'indépendance, de la démocratie, de l'autodétermination et des Droits de l'Homme de Notre Amérique avec une action politique réelle des peuples.

La totalité du spectre politique du FSP est un objectif prioritaire de la stratégie de déstabilisation destinée à renverser les Gouvernements de gauche, populaires et progressistes, à détruire leurs forces politiques et sociales, à criminaliser et à judiciariser leurs dirigeants et la protestation sociale.

L'identité du FSP – nous le réaffirmons – doit continuer à être anti-impérialiste et anti-néolibérale, de soutien militant à tous les Gouvernements de gauche, populaires et progressistes qui sont assiégés et de soutien aux causes justes des peuples. « La meilleure façon de dire, c'est de faire » Sur la base de cette maxime de José Marti, nous proposons de concentrer les efforts du FSP dans les principales directions suivantes, pendant les mois prochains :

Renforcer le FSP en tant qu'instance de concertation des efforts, de coopération et de solidarité mutuelle entre nos partis et nos mouvements sociaux. Pour cela, il sera essentiel de soutenir, en tant que nouveau moment mondial d'échange, la Rencontre Anti-impérialiste de Solidarité, pour la Démocratie et contre le Néolibéralisme qui aura lieu à La Havane, Cuba, du 1er au 3 novembre prochain, conformément à ce qu'a décidé le Groupe de Travail à Managua. De même, nous appelons à faire des secrétariats régionaux du FSP des instruments de coordination et de communication beaucoup plus efficaces entre nos membres.

Multiplier les actions de solidarité mutuelle avec des initiatives qui démontrent la force de nos organisations et de nos peuples. Sur ce terrain, nous proposons d'augmenter la solidarité active envers les peuples et les Gouvernements de gauche qui sont harcelés par les Etats-Unis et la droite du continent. En même temps, nous appelons à faire de la solidarité envers tous les dirigeants de gauche en ce moment emprisonnés ou persécutés une question de principe. Le cas de Lula montre ce que nous pouvons faire en ce sens.

Transformer, comme l'a décidé le GT à Managua, des tâches d'amélioration de la communication politique et de formation de nos cadres et de nos militants des sources prioritaires de travail grâce à des actions coordonnées entre nos forces. Reprendre l'étude et actualiser le Consensus de Notre Amérique qui condense les valeurs et les règles du programme partagées par ce Forum, ce qui sera une bonne occasion pour qu'il soit débattu et enrichi par les bases.

**Jusqu'à la victoire, toujours !**
**Bolivar Info 30 Juillet 20219**

# Discours de Miguel M. Diaz-Canel Bermudez à la clôture du 25e Forum de Sao Paulo !

*Discours prononcé par Miguel M. Diaz-Canel Bermudez, président du Conseil d'État et du Conseil des ministres, à la cérémonie de clôture du 25e Forum de Sao Paulo, au Venezuela, le 28 juillet 2019, « Année 61 de la Révolution »*



**Au centre : le président cubain Miguel M. Diaz-Canel Bermudez, juste après son discours et à sa droite son homologue vénézuélien Nicolas Maduro**

Compañero Nicolas Maduro Moros, frère Président de la République bolivarienne du Venezuela,

Compañeros et compañeras de la Direction de la Révolution bolivarienne,

Compañera Monica Valente,

Dirigeants d'Amérique latine et des Caraïbes et d'autres parties du monde qui nous accompagnent

Compañeros et compañeras,

Permettez-moi de dédier mes premières paroles au commandant Hugo Chavez Frias, le grand ami de Cuba, le fils de l'Amérique qui fête aujourd'hui ses 65 ans dans l'éternité (applaudissements).

Notre commandant en chef Fidel Castro, qui éprouvait une profonde affection pour lui et qui fut parmi les premiers à reconnaître ses qualités de leader, alors qu'il évoquait l'apparition d'un homme politique extraordinaire comme Chavez dans notre région meurtrie, le situa aux côtés de Bolivar et de Marti dans la bataille pour la destinée de la Grande Patrie. Et Fidel de dire : « *Il y a longtemps que je nourris [...] la conviction la plus profonde que, lorsque la crise arrive, les dirigeants émergent. C'est ainsi que Bolivar a émergé lorsque l'occupation de l'Espagne par Napoléon et l'imposition d'un roi étranger ont créé les conditions propices à l'indépendance des colonies espagnoles sur ce continent. Ainsi a surgi Marti, lorsque l'heure propice est arrivée pour le déclenchement de la Révolution indépendantiste à Cuba. C'est ainsi que Chavez surgi, lorsque la terrible situation sociale et humaine au Venezuela et en Amérique latine déterminait que le moment de lutter pour la seconde et véritable indépendance était venu.* »

Bolivar, Marti, Fidel, Chavez, qu'est-ce que ces hommes ont en commun qui fait que chaque fois que nous sommes appelés à penser, nous nous sentons obligés de les citer et de puiser dans leur héritage ?

Notre Amérique, répondrait Marti, qui l'a nommée ainsi pour la distinguer clairement de l'Amérique impériale qui nous a méprisés et qui nous méprise davantage aujourd'hui, comme en témoignent le gigantesque mur qu'il est prévu de construire à la frontière sud, les mauvais traitements atroces infligés aux migrants, la Loi Helms-Burton, la Loi Nica, la traque financière et l'imposition arbitraire de droits de douane aux pays de la région, la suspension des aides au développement, le blocus et la sale guerre contre Cuba et le Venezuela, parmi d'autres actes de malveillances sans limites.

Mais même cette malveillance est éclipsée lorsque Notre Amérique se rassemble, c'est-à-dire le monde diversifié, pluriel et participatif des leaders de partis progressistes et des militants sociaux d'Amérique latine et des Caraïbes qui, depuis les sombres années 90 du siècle dernier, ont décidé de construire cet espace unitaire de la gauche active et vivante.

Le rêve de Bolivar lorsqu'il a dit : « *Je souhaite plus que quiconque voir se former en Amérique latine la plus grande nation du monde, moins pour son étendue et sa richesse que pour sa liberté et sa gloire* », semble alors plus proche.

Le Libertador nous a également légué une autre idée fondamentale, et je le cite à nouveau : « *L'unité fait tout et, pour cette raison, nous devons préserver ce précieux principe.* »

José Marti, qui eut pour inspiration et pour guide le Libertador, fut le grand architecte et le bâtisseur de l'unité qui manquait dans la lutte cubaine pour son indépendance, même s'il est mort sans avoir vu la victoire, y compris dans sa dernière lettre, inachevée, il défendit avec passion l'idée « *d'empêcher à temps, avec l'indépendance de Cuba, que les États-Unis ne s'étendent dans les Antilles et qu'ils ne s'abattent, avec cette force supplémentaire, sur nos terres d'Amérique.* »

C'est d'eux, de Bolivar et de Marti que Fidel et Chavez nourrissent les idéaux de nos révolutions : l'unité et l'intégration ont été leurs grandes obsessions. Et elles doivent être aussi les nôtres (Applaudissements).

Je sais que ce sont aussi les obsessions du Forum de Sao Paulo, né de la nécessité d'unité et d'articulation des partis politiques et des mouvements populaires de gauche dans notre région pour faire face à l'impérialisme et la droite néolibérale, habiles à agir de manière coordonnée pour détruire, par des méthodes antidémocratiques, des coups d'État, la criminalisation des leaders progressistes, la fraude et la manipulation des données, tout ce que nous construisons en faveur de la véritable démocratie et de la justice sociale.

Le Consensus de notre Amérique et tous les documents produits par le Forum de Sao Paulo témoignent de ces préoccupations. L'évaluation des scénarios, la critique et l'autocritique, indispensables pour aller de l'avant, se sont cristallisées dans la dynamique du Forum ces dernières années face à l'offensive néolibérale croissante et aux grandes agressions impériales.

Compañeros et compañeras,

Le mois de juillet a des coïncidences particulières dans l'Histoire que nous partageons. C'est le mois de la naissance de Simon Bolivar, le Libertador de l'Amérique (Applaudissements) ; c'est le mois de la signature de l'acte d'indépendance du Venezuela (Applaudissements) ; c'est le mois où la Génération du Centenaire de José Marti, dirigée par Fidel Castro, attaque les casernes de Santiago de Cuba et de Bayamo pour relancer la Révolution cubaine (Applaudissements). C'est le mois de la victoire de la Révolution sandiniste, qui vient d'avoir 40 ans. (Applaudissements).

Et c'est le mois de la naissance, un jour comme aujourd'hui, d'Hugo Chavez (Applaudissements et exclamations de : « Chavez vit, la lutte continue ! » et de : « Chavez n'est pas mort, Chavez est devenu des millions, Chavez est revenu ! »

Le Forum de Sao Paulo nous convoque en un mois de juillet extrêmement difficile et nous sommes ici : pour accompagner la résistance héroïque vénézuélienne et exiger la fin du siège brutal qui lui a été imposé. Le Venezuela est aujourd'hui la première tranchée de la lutte anti-impérialiste (Applaudissements). Il nous interpelle pour condamner et exiger la levée du blocus de Cuba (Applaudissements).

Le Forum nous convoque à soutenir la rébellion du peuple portoricain, que plus de cent ans de colonie yankee n'ont pas réussi à anéantir (Applaudissements). Il nous unit également pour rejeter les actes scandaleux de l'empire contre des familles des migrants et en particulier contre leurs enfants, maltraités, enfermés dans des sortes de cage, privant ainsi les êtres humains de leur dignité et de leurs droits les plus fondamentaux.

Avec ces nouvelles provocations qui font frémir d'une indignation accumulée, le Forum de Sao Paulo est appelé à jouer un rôle beaucoup plus important dans le scénario politique complexe actuel. D'autant plus si l'on considère l'attaque contre les processus progressistes dans ces pays où la gauche avait conquis des espaces de pouvoir et depuis lesquels elle a encouragé des changements et des avancées sociales notables.

La contre-offensive de l'impérialisme yankee et de l'oligarchie, associés aux faucons qui se sont littéralement appropriés la politique extérieure étasunienne envers l'Amérique latine et les Caraïbes, réduisent dangereusement l'espace géographique que CELAC a déclaré comme Zone de paix.

Les peuples ont honte des laquais politiques, que l'empire utilise à sa convenance et qu'il rejette ensuite avec un mépris total.

Dans ce contexte, il faut insérer également les revers des forces progressistes dans certains pays et, ce qui est pire : la division qui persiste entre elles, ce qui fragmente et affaiblit la volonté déclarée d'agir ensemble. En l'absence de programmes politiques stratégiques et coupés des mouvements sociaux, il existe des formules de la gauche qui s'excluent elles-mêmes comme alternative.

L'expérience de la Révolution cubaine part de la compréhension précoce du rôle stratégique de l'unité autour des objectifs fondamentaux de justice sociale, en étroite alliance avec le peuple, ses besoins et ses problèmes, ce à quoi elle doit sa résistance victorieuse.

Nous estimons qu'il nous revient à tous de partager des expériences et d'en recevoir sans prétendre répéter l'erreur de calquer et de copier, ce qui s'est révélé bien coûteux dans les périodes historiques précédentes.

C'est précisément pour sauver les rêves et les espoirs, au moment de l'effondrement de l'expérience socialiste européenne, que Fidel et Lula ont créé ce Forum d'articulation des forces progressistes qui fonde son action sur ce qui nous unit et non sur ce qui nous sépare (Applaudissements).

Ces deux leaders nous ont laissé un précieux instrument de concertation et d'unité dans la diversité. Fidel n'est plus présent physiquement, mais son œuvre extraordinaire lui a survécu et nous pouvons y puiser sans limites.

Lula, emprisonné sous de fausses accusations et des pièges *suite à la page(16)*

# Les Etats-Unis volent la compagnie pétrolière CITGO et la donnent à ses alliés




**Un tribunal des Etats-Unis veut s'approprier de l'entreprise vénézuélienne CITGO illégalement**

Par Philippe Plumhans




**La vice-présidente vénézuélienne, Delcy Rodríguez**

La vice-présidente vénézuélienne, Delcy Rodríguez, a condamné fermement la décision d'une cour d'appel étasunienne selon laquelle la compagnie minière canadienne Crystallex International peut garder les actifs de l'entreprise CITGO, établie aux Etats-Unis mais propriété de PDVSA, pour couvrir quelques 1 400 000 000 de dollars que le Venezuela lui devrait soi-disant.

Le 29 juillet dernier, le Tribunal d'Appel de la Troisième Circonscription des Etats-Unis à Philadelphie a rejeté un recours de la compagnie pétrolière vénézuélienne PDVSA destiné à obtenir l'annulation de l'ordre émis en 2018 qui permet à la compagnie minière canadienne Crystallex de couvrir avec des actifs CITGO une soi-disant dette en suspens de l'Etat vénézuélien.

Rodríguez a qualifié la décision de cette cour « d'extraordinaire. » elle a signalé qu'on a organisé « une grande fraude matérielle et procédurale contre la République » pour retirer au Venezuela ses droits à l'immunité souveraine et pouvoir amener cette affaire devant un tribunal des Etats-Unis pour s'approprier CITGO illégalement. « Nous dénonçons devant le monde une opération de crime transnational organisé destinée à voler les ressources du Venezuela. Une grande escroquerie mondiale. Et le Venezuela, le Gouvernement vénézuélien, continuera d'engager les actions qui conviennent dans toutes les instances internationales. Nous le dénoncerons aussi devant l'Organisation des Nations Unies parce qu'ils violent les résolutions de l'Assemblée Générale, » a déclaré la vice-présidente.

Elle a explique que Ricardo Haussmann, conseiller et représentant du député d'opposition Juan Guaidó devant la banque Inter-américaine de Développement, a déclaré que l'affaire concernant la compagnie vénézuélienne CITGO devait être réglée par des tribunaux étasuniens, raison pour laquelle il a conçu l'idée que PDVSA et la République Bolivarienne du Venezuela aient la même identité juridique « pour enlever la protection et les garanties que possède l'Etat vénézuélien quand il défend ses droits légitimes. »

L'avocat José Ignacio Hernández a agi en tant qu'expert engagé par Crystallex lors du procès à Delaware. En 2017, il a déclaré devant cette cour que PDVSA et la République Bolivarienne du Venezuela étaient la même entité juridique.

Ensuite, en 2019, José Ignacio Hernández a été nommé soi-disant « procureur » du Venezuela par le député Juan Guaidó que le Gouvernement des Etats-Unis soutient en tant que « président par interim du Venezuela. » Hernández a agi en tant que « défenseur du Venezuela pour garantir la spoliation de CITGO à travers cette compagnie minière, » a dénoncé Delcy Rodríguez.

Rodríguez a insisté sur le fait que ceci « est une violation totale du Droit International » et « une grande escroquerie mondiale, » ce qui fait des Etats-Unis « l'un des pays les plus dangereux pour les investissements étrangers. » Elle a signalé qu'on cherche à perturber la légitime défense de l'Etat vénézuélien face aux instances internationales. Elle a rappelé que le Gouvernement des Etats-Unis, en ne reconnaissant pas le Président Nicolás Maduro, empêche le Procureur Général légitime du Venezuela d'agir ou d'être représenté devant les tribunaux de ce pays.

La vice-présidente a rappelé que dans le litige entre l'entreprise Crystallex et la République Bolivarienne du Venezuela, qui date de 2008, « cette entreprise n'a jamais eu de droits miniers, de titres légitimes ni de titres de propriété sur la mine Las Cristinas, l'une des mines d'or les plus importantes de notre continent. »

Elle a rappelé que ce fut l'une des décisions prises par le président Hugo Chávez à travers le Ministère de l'Environnement, de refuser le plan environnemental présenté par cette entreprise parce qu'il avait « de profondes déficiences qui portaient atteinte aux droits de Mère Nature. » C'est à ce moment qu'a débuté un litige pour retirer le contrat de services à la compagnie minière. Par ailleurs, elle a rappelé qu'il s'agissait d'un contrat de services et d'opérations sur la mine « qui en aucun cas ne donnait de droits légitimes ou de droits de propriété à l'entreprise Crystallex. »

Rodríguez a fait connaître des 'chats' dans lesquels José Ignacio Hernández, Carlos Vecchio, Juan Guaidó et d'autres membres de l'opposition vénézuélienne planifiaient l'appropriation de la compagnie vénézuélienne CITGO et de l'entreprise vénézuélienne installée en Colombie Monómeros, ainsi que de l'or et de la dette vénézuélienne avec la complicité de fonctionnaires étasuniens. Elle a dénoncé le fait qu'ils agissent comme des agents d'entreprises transnationales.

Elle a rappelé que Mike Pompeo, le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, a reconnu récemment dans un forum que lui-même, en tant que directeur de l'Agence Centrale de renseignement (CIA), avait appris à « tromper, mentir et voler. »

**Traduction: Françoise Lopez**
**Bolivar Infos 2 août 2019**

# En hommage à Jean-Jacques Dessalines Ambroise
## *7 septembre 1923 – 3 août 1965*

Par Frantz Latour

*Premye brigad revolisyon k-ap rantre Jakmèl*
*Se brigad Jan-Jak Desalin Anbwaz*

**Félix Morisseau-Leroy**

Il y a 54 ans disparaissait Jean-Jacques Dessalines Ambroise après avoir été torturé par les sbires de Duvalier. Ambroise souhaitait un vrai changement pour Haïti, changement qu'il entrevoyait dans une perspective socialiste. Et tout au long de sa vie militante, c'est dans ce sens qu'il s'est battu.

Jean-Jacques Dessalines Ambroise est né le 7 septembre 1923 à Jacmel. Il porte un grand patronyme, celui d'un général de l'armée révolutionnaire haïtienne, Magloire Ambroise, héros de l'indépendance d'Haïti et co-signataire de l'Acte de l'Indépendance de la République d'Haïti lu aux Gonaïves le 1er janvier 1804. Il convient de rappeler deux autres épisodes illustres de la vie de ce général. En 1803, pendant la guerre d'indépendance, Magloire Ambroise fit le siège de Jacmel. Le 17 octobre 1803, il acceptait la reddition sans condition des troupes françaises. En février 1806, Magloire Ambroise, sur ordre de Dessalines, reçut le leader vénézuélien Francisco de Miranda à qui il donna hommes et munitions pour aller combattre les Espagnols.

Jean-Jacques Dessalines Ambroise fit ses études primaires chez les Frères de l'Instruction Chrétienne de Jacmel. Ce fut au Lycée Pinchinat de sa ville natale qu'il commença ses études secondaires qu'il termina au Lycée Pétion de Port-au-Prince. Il fit ses études universitaires à l'Ecole normale supérieure et décrocha son diplôme d'avocat à la Faculté de droit de Port-au-Prince. Professeur d'histoire émérite, co-auteur de « La Révolution de St-Domingue (1789-1804) » avec son collègue et camarade de lutte Mario Rameau, victime lui aussi de la terreur duvaliéro-macoute, Ambroise a formé plusieurs promotions de lycéens qui ont pu apprécier son approche marxiste de la réalité historique haïtienne, différente de celle, traditionnelle, davantage conjoncturelle, en cours dans les établissements scolaires en Haïti.

Son orientation marxiste, sa compréhension dialectique du vécu social et politique haïtien, et sans doute un naturel humaniste le mènent droit à s'engager en politique. C'est par la plume qu'il manifeste son rejet du statu quo social. Ainsi, il participe avec René Depestre, Jacques Stéphen Alexis, Théodore Baker, Gérald Bloncourt, Gérard Chenet à la fondation de l'hebdomadaire militant *La Ruche* dans lequel il est très actif, où il publie de nombreux articles dans le cadre de la lutte contre le gouvernement réactionnaire d'Elie Lescot. Il côtoie le parti communiste fondé par Jacques Roumain et prend une part militante concrète à des activités syndicales. Ainsi, on le verra prenant fait et cause pour les trieuses de café des maisons Madsen et Vital à Jacmel.

Écrivain, journaliste d'avant-garde, syndicaliste, Ambroise le professeur d'histoire, s'engage et milite, en tant qu'enseignant, dans l'Union Nationale des Maîtres de l'Enseignement Secondaire (UNMES). A travers des prises de position courageuses, Jean Jacques Dessalines Ambroise se bat pour défendre les droits des enseignants à la sécurité d'emploi, à une plus juste rémunération et à des conditions de travail décentes. De telles justes revendications appellent, parallèlement, à l'amélioration générale, nécessaire, impérieuse de l'éducation, des méthodes d'enseignement et à une refonte valorisante du système éducatif en Haïti.

A tous les niveaux et moments de sa militance depuis 1945, année de la fondation du journal *La Ruche*, Jean-Jacques Dessalines Ambroise a toujours été un promoteur des idées marxistes qu'il n'a jamais arrêté de diffuser. Aussi, n'est-il pas étonnant de le voir fonder, en 1954, le Parti Populaire de Libération Nationale (PPLN), d'obédience marxiste, regroupant des militants d'orientation marxiste-socialiste de l'ancien Parti Socialiste Populaire (PSP) fondé et animé par des démocrates progressistes dont, entre autres, Max Hudicourt, Anthony Lespès, Etienne D. Charlier, Fritz Basquiat, Fernand Sterlin, Jules Blanchet, Michel Roumain, Regnor C. Bernard, Séjour Laurent, et Max D. Sam.

Nous sommes en 1965. La révolution cubaine a déjà fait tâche d'huile en Amérique latine. Au PPLN, de plus en plus il est question parmi plusieurs militants d'envisager la lutte armée. L'histoire rapporte que dans ce contexte d'orientation vers une guérilla éventuelle, certains membres du PPLN s'étaient donné rendez-vous pour participer à une séance de maniement des armes, dans une maison privée de Pétion-Ville. C'était à la fin du mois de juillet. Malheureusement, un coup de feu tiré accidentellement blessa l'un des militants présents. Ce qui déclencha une vaste opération policière, une chasse à l'homme folle qui décima complètement la direction du PPLN.



**Jean-Jacques Dessalines Ambroise, sa femme Lucette et leurs deux garçons**

Nombre de militants se mirent à couvert, certains gagnèrent même des ambassades. Jean-Jacques Dessalines, un *bravedanje* à nul autre pareil choisit de mener la lutte à découvert. Le 3 août il regagne tranquillement son domicile, ne se doutant pas que les sicaires de Duvalier conduits pour la circonstance par le féroce et sanguinaire lieutenant Grégoire Figaro ont encerclé sa maison. Le militaire réalisant que sa proie n'est pas présente se lance dans une brutale, sauvage et morbide agression de Lucette, l'épouse de Dessalines, pour qu'elle lui dise où se trouve son mari.

La violence fut d'autant plus cruelle qu'elle s'exerça sur une femme enceinte qui ne pouvait fournir aucun renseignement puisqu'elle ne savait pas en vérité où se trouvait son mari. Dépité, le tortionnaire Figaro décida d'embarquer toute la maisonnée y compris deux témoins oculaires Alix Ambroise Sr, cousin de Jean-Jacques, et son fils Rudy, âgé alors de 14 ans. Ils étaient tous deux en vacances en Haïti, venant du Congo où la famille s'était installée, comme beaucoup d'autres professionnels de l'époque fuyant la féroce satrapie de François Duvalier.

Mais au moment de quitter la maison, Figaro tout heureux et surpris à la fois vit arriver tranquillement Jean-Jacques Dessalines Ambroise en face de lui et qui ne se doutait de rien. Il exulta: « *A! men nèg n ap chèche a* ». Prestement, dans le plus pur style de Ti Bobo et de Bòs Pent, il enferma Ambroise dans le coffre de sa voiture. Le couple fut emmené aux Casernes Dessalines où ils furent interrogés, torturés, sans doute finalement assassinés par le responsable militaire de la police secrète de Duvalier, le sinistre capitaine Jean Tassy, et par deux chefs macoutes de la répression: le ténébreux Eloïs Maître et l'infâme tortionnaire Luc Désir.

Selon *Haïti. Lutte contre l'impunité,* Lucette fut conduite à l'hôpital militaire où apparemment elle était restée 4 ou 5 jours avant de mourir, Jean-Jacques agonisa dans sa cellule pendant des heures avant de rendre l'âme. Bien sûr comme pour bien d'autres innombrables victimes de la violence meurtrière duvaliériste, on n'a jamais pu savoir ce qui est advenu des corps. De façon inexpliquée, Alix Ambroise, cousin de Jean-Jacques, et son fils Rudy, âgé alors de 14 ans furent libérés le soir même, sans avoir subi de tortures. Lucette et Jean-Jacques avaient deux enfants en bas âge, Jacky et Dimitri, qui étaient en vacances à Jacmel chez leurs grands-parents. C'est ce qui leur a sauvé la vie. Tragiquement, ils n'ont jamais plus revu leurs parents.

Dans les colonnes de ce journal, notre mémoire se souvient. Nous sommes fiers de ce patriote, ce militant qui avait une compréhension marxiste de la problématique sociale et politique haïtienne, appréhendait l'importance de la lutte des classes et la nécessité d'une révolution, idéalement à la cubaine, seule capable de rendre au pays sa souveraineté perdue et de faire accéder à la dignité et à une vie décente, les masses tenues captives dans «le pays en dehors» depuis le parricide de 1806.

Nous ferons en sorte que ne meure pas la mémoire de ce *potorik gason* que fut Jean-Jacques Dessalines Ambroise. Qu'il repose en paix assuré que notre pays finira par retrouver sa souveraineté, le chemin d'un développement durable et son « angle de repos » !

**7 août 2019**

Sources d'information:

*In memoriam: Jean-Jacques Dessalines Ambroise et Lucette Lafontant*. Le Nouvelliste, 10 aout 2015.

*Août 1965: répression contre les membres du PPLN*. Haiti. Lutte contre l'impunité. Août 2015.

*Neuvaine: Ce que le sigle PSP représente*. Leslie Péan. Tout Haïti. 2 octobre 2013.

# IALA : avec tout l'amour pour ce qu'ils font



**Betzany Guedez, chercheuse et directrice de Terra TV (première en bas à droite, embrassant l'enfant portant un plant de matica) avec une partie du collectif étudiant et la communauté voisine de l'Instituto Agroecológico Latinoamericano « Paulo Freire » (IALA), État de Barinas, Venezuela, juin 2019.**













Par Betzany Guedez

*A la demande de porte-parole étudiants de l'Institut agroécologique latino-américain « Paulo Freire » (IALA, Venezuela), Betzany Guedez de Terra TV est allée à leur rencontre entre juin et juillet pour dialoguer avec eux et entamer un travail collectif de présentation audiovisuelle de l'énorme travail qui se développe dans cette école intégrale. Voici leur témoignage.*

« Dans l'État de Barinas, tout près de Sabaneta, se trouve l'IALA, où 60 jeunes de différents États du Venezuela ainsi que d'Haïti, d'Uruguay et d'Équateur sont actuellement en formation.

Au petit matin, dès que sonne la cloche, le groupe de volontaires se lève pour préparer le petit déjeuner. Ils assument cette tâche par solidarité avec les travailleurs chargés de la cuisine qui ne peuvent arriver très tôt en raison des difficultés de transport. Si par hasard il n'y a pas de gaz, il leur revient d'aller chercher du bois pour cuisiner.

Ensuite tout le monde se joint aux activités prévues la veille : visites des communautés voisines où se développe un travail avec les habitants pour partager les connaissances, la recherche et l'échange d'expériences, ainsi que la participation aux plantations avec les familles paysannes.

Les Maestros Pueblos apportent également leur contribution à la formation des étudiants. Ce sont des paysannes et des paysans qui pratiquent depuis plusieurs années les techniques de l'agro-écologie dans leurs exploitations et ont reçu une certification de formateurs par cette université.

Dans le cadre de la recherche participative, les élèves ont pu établir un diagnostic des enfants déscolarisé du fait de l'éloignement des écoles, et ont décidé d'assumer comme projet de donner des cours à ces enfants afin qu'ils ne manquent pas leur année scolaire. Ils leur ont construit une cabane pour y donner cours, y compris le chant, la danse, la formation agro-écologique et même leur intégration dans les activités culturelles de l'université.

Ici le travail est basé sur une discipline volontaire : on assume le travail parce qu'on en a envie et que l'on comprend pourquoi on le fait. Ils partagent ainsi leur vie quotidienne en appliquant l'éducation populaire de manière libre. Les élèves peuvent venir aux cours pieds nus, avec leurs chiens à côté d'eux, sans aucune discrimination pécuniaire, le troc permettant parfois de résoudre les échanges (ainsi le prêt de tracteurs aux agriculteurs qui travaillent à proximité de l'IALA, en échange de nourriture comme le manioc pour la cantine des étudiants). C'est ainsi que se côtoient femmes enceintes, familles paysannes, ouvrières et ouvriers, enfants et enseignants qui comprennent ainsi les différents parcours que vivent les élèves. Ces jeunes vivent une dynamique qui leur est propre mais d'une manière engagée et responsable pour atteindre un seul objectif : la massification de l'agroécologie.

En plus de recevoir une formation agro-écologique, académique et socio-politique avec leurs pratiques et leurs recherches, ils sont intégrés dans différentes activités culturelles, historiques, sportives, artistiques et même de défense territoriale : cinq camarades assurent les tâches de la milice pendant leur temps libre. Toutes et tous avec énormément de passion et de dévouement pour ce qu'ils réalisent. »

**Texte et photos : Betzany Guedez (Terra TV) Venesol 2 août 2019**

## PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après avoir délibéré déclare compétent pour entendre cette affaire. Accueille l'action de la partie demanderesse le sieur Garry Champagne pour ètre juste et fondée. Dire que la citée Asnic Phanord est de mauvaise foi. Ordonne la résiliation du contrat de bail pour non paiement et son déguerpissement. Condamne la partie défenderesse à payer vingt deux mille gourdes pour les frais et dépens de la procédure. Accorde l'exécution provisoire sans caution. Commet l'huissier Lionel Augustin pour la signification de la sentence.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me Jonathan Merilan, en date du 14 février 2019 et avec l'assistance de la greffière Rachelle Point du Jour.

Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution, aux officiers du Ministère Public près les Tribunaux Civil d'y tenir la main à tous commandants et autres officiers de la force publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.

En foi de quoi la minute du présent jugement est signée du juge et de la greffière susdits

## PAR CES MOTIFS

Le Tribunal statuant aux vœux de la loi, oui le représentant du ministère public

Vu les dispositions de l'article 287 du code de procédure civile

Octroie défaut contre monsieur Wilfrid Champagne n'ayant pas comparu ni personne pour lui en dépit de la signification de l'assignation en date du vingt-six février deux mille dix-huit et de la sommation d'audience en date du dix-huit avril deux mille dix-huit.

Ordonne à monsieur Wilfrid Champagne de se présenter en l'étude du notaire Jean Robert Henry Saturné muni des titres translatifs de propriété pour faire la déclaration de vente et ensuite la signer.

Condamne l'assigné à verser à la requérante la somme de cent mille gourdes à titre de dommages-intérêts.

Condamne notamment monsieur Wilfrid Champagne au versement d'une astreinte de mil cinq cent gourdes par jour de retard, à compter de la signification du présent jugement jusqu'a 'à l'accomplissement des sus-prescrites

Condamne l'assigné aux frais et dépens ;

Commet l'huissier Jean Garry Joseph pour la signification ;

Donné de nous, Maudelaire Barthés, juge en audience publique et ordinaire du jeudi vingt-huitième jour du mois de février deux mille dix-neuf, An 216ème de l'indépendance en présence de Québec Jean, Substitut Commissaire du Gouvernement près de ce ressort

## PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après avoir délibéré au vœu de la loi et sur les conclusions conformes du Ministère Public, accueille l'action du demandeur le sieur Louis Jacques PHILIPPE en la forme ; maintient le défaut faute de comparaitre octroyé à l'audience du vendredi cinq juillet deux mille dix-neuf contre la dame Marie Sheila CELESTIN ; admet en conséquence le divorce des époux Louis Jacques PHILIPPE, la dame née Marie Sheila CELESTIN pour injures graves et publiques, faits prévu à l'article 217 du code civil haïtien, prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre eux, au tort exclusif de l'épouse; ordonne à l'officier de l'Etat civil de Port-au-Prince, section Est, de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale, sous peine de dommages et intérêts envers les tiers; compense les dépens vu la qualité des parties; commet l'huissier Clerbrun FAURE de ce siège pour la signification du présent jugement.

Rendu de nous, Berge O. SURPRIS, juge au Tribunal de première instance du ressort de Port-au-Prince, en audience civile, publique et ordinaire du vendredi cinq juillet deux mille dix-neuf en présence du substitut commissaire du Gouvernement, Me Roger SIMPLICE, faisant office du Ministère Publique et avec l'assistance de Me Jean Serge Duvert, Greffier du siège.

Il est ordonné …

En foi de quoi …

Pour la publication :

Ronald Joseph GUITEAU, Av

## PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence, le divorce de la dame née Guerline LAMY d'avec son époux Ricot Pierre-Louis pour injures graves et publiques. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux. Ordonne l'officier de l'Etat Civil de la section Est de Port-au-Prince, de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans un quotidien s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Compense les dépens. Commet l'huissier Vilneret Gabriel de ce siège pour la signification du jugement. Compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous Annie FIGNOLE, Juge en audience publique et ordinaire du jeudi onze juillet deux mille dix neuf, en présence de Me Jean Rolex MERONE, Substitut du Gouvernement de ce ressort, représentant du Ministère Public avec l'assistance du sieur Mozart Tassy, Greffier du siège.

Pasquet, Gousse et Associés

Bedy Nicolas Hactor, Av

## PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence, le divorce du sieur Rousseau Cazales d'avec son épouse née Chantale Ulysse pour injures graves et publiques; Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux. Ordonne l'officier de l'Etat Civil de la section Est de Port-au-Prince, de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans un quotidien s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Compense les dépens. Commet l'huissier Canal Gabriel de ce siège pour la signification du jugement. Compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous Annie FIGNOLE, Juge en audience civile, ordinaire et publique du jeudi dix-huit juilletdeux mille dix neuf, en présence de Me Jean Rolex MERONE, Substitut du Gouvernement de ce ressort représentant du Ministère Public, eavec l'assistance du sieur Mozart Tassy, Greffier du siège.

Pasquet, Gousse et Associés

Bedy Nicolas Hector, Av

## PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen et sur les conclusions conformes du Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre Jameson METELLUS à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action, admet en conséquence le divorce de Daniela JANVIER d'avec Jameson METELLUS pour injures graves et publiques; prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux; ordonne à l'officier de l'Etat Civil de la commune de Cavaiilon de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers ; compense les dépens, vu la qualité des parties

Ainsi jugé et prononcé par nous, Jean Emmanuel ZEPHYR, juge en audience civile, ordinaire et publique du vingt-cinqu mai deux mille dix huit en présence de Me Vana MANE, Substitut commissaire de ce ressort avec l'assistance du greffier Jean Claude NOVEMBRE.

Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution, aux officiers du Ministère Public près les Tribunaux Civil d'y tenir la main à tous commandants et autres officiers de la force publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.

En foi de quoi la minute du présent jugement est signée du juge et du greffier susdits.

Ainsi signé : Michel GLAUDE et Jean Claude NOVEMBRE

Pour expédition conforme collationnée

## PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen sur les conclusions conformes du Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre la demanderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action ; admet en conséquence le divorce du sieur Jumsley NAUDET d'avec son épouse Naïka V. SAMPEUR pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse; prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux; ordonne à l'officier de l'Etat Civil de Furcy de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Canal GABRIEL de ce siège pour la signification du présent jugement ; compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Marleine Bernard DELVA, juge en audience civile du quatorze mars deux mille dix huit en présence de Me Néhémie JEAN BAPTISTE, Substitut commissaire de ce ressort avec l'assistance de monsieur Jean Serge DUVERT, greffier du siège.

Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution, aux officiers du Ministère Public près les Tribunaux Civil d'y tenir la main à tous commandants et autres officiers de la force publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.

En foi de quoi la minute du présent jugement est signée du juge et du greffier susdits.

Pour expédition conforme collationnée

Suite de la page (7)

nargué la société civile haïtienne en s'exprimant à la radio, se faisant passer pour un Robin des Bois victime des inégalités sociales et voulant se porter au secours des plus pauvres.

En avril dernier, ses liens étroits avec le sénateur-chanteur Garcia Delva, du Parti PHTK de l'ex-président Michel Martelly, avaient été révélés à travers 24 appels téléphoniques répertoriés par la Commission Justice, Sécurité publique et Défense nationale du Sénat de la République. Les multiples demandes de levée immunitaire du sénateur Delva ont été vaines. Ce dernier avait mis au défi quiconque de prouver qu'il était impliqué dans des actes répréhensibles.(3)

En février dernier, le chef de gang s'était immiscé, aux yeux de toute la nation, dans une protestation antigouvernementale en empêchant à cette dernière d'arriver aux alentours du Palais national et sans être inquiété par la police, censée le rechercher « activement ».

Suite à l'arrestation d'Arnel Joseph, Michel-Ange Gédéon, Directeur général de la police nationale, a déclaré : « Nous avons besoin d'élucider plusieurs dossiers. Il y en a qui vont provoquer d'énormes scandales ». Alors que des rumeurs ne cessent de courir sur sa mort, l'état de santé du prisonnier Arnel Joseph n'a pas encore permis à la DCPJ de le questionner. « Contrairement aux rumeurs, il n'a pas été amputé, son état est stable et il reçoit actuellement des soins à l'Hôpital Bernard Mevs », nous a informé l'ex-directeur général de la Police Nationale d'Haïti, Mario Andresol.

**Nomination expéditive d'un premier ministre**

Le jour de l'arrestation du chef de gang, le président Jovenel Moise désignait son quatrième premier ministre en deux ans : Fritz William Michel, un jeune de 38 ans, inconnu des milieux politiques et fonctionnaire du ministère de l'Économie et des Finances. Cette nomination a été suivie, le 24 juillet, par la formation d'un cabinet ministériel, composé majoritairement de jeunes inconnus inexpérimentés en politique.

A peine désigné, des tweets compromettants, attribués au nouveau jeune loup du PHTK de Martelly, ont créé un scandale tant sur les réseaux sociaux que dans la classe politique. Ces tweets montrent, comme Martelly, son aversion pour les journalistes et son admiration pour l'extrême droite américaine et française. Si le Premier ministre désigné a dénoncé une campagne visant à ternir son image, comment comprendre qu'on veuille tenir l'image d'un homme qui était un parfait inconnu avant le 22 juillet ? Quel en serait l'intérêt ? Une photo de Fritz William Michel arborant le bracelet rose de Martelly – gage d'appartenance au PHTK- avait déjà écorné son image et montré que le choix de Jovenel Moise n'était celui de l'ouverture, comme l'avait proposée la délégation menée par Trujillo. Le Premier ministre désigné aura donc bien des obstacles à sur monter s'il veut être ratifié par le Parlement.

Pour Me Mario Joseph du Bureau des avocats internationaux (BAI), la nomination rapide du nouveau Premier ministre rentre dans la logique américaine. Pour lui le nouveau Premier ministre est « un fasciste » auquel le peuple doit résister en assurant une transition de sortie de crise. A la veille du 104e anniversaire de la première occupation américaine d'Haïti (28 juillet 1915-28 juillet 2019), le BAI a dénoncé une violation, par les Etats-Unis, du droit à l'autodétermination du peuple haïtien.

« De 1915 à nos jours, les États-Unis ont maintenu leur hégémonie en Haïti : que ce soit pendant l'occupation de 1915, ensuite à travers les Forces Armées d'Haïti qui fomentaient des coups d'État contre tout gouvernement ne voulant pas défendre les intérêts américains en Haïti. En 2004, cette occupation va prendre une autre forme avec l'arrivée des différentes missions des Nations-Unies, la MINUSTAH, suivie de la MINUJUSTH et bientôt la BINUH », explique-t-il.

Pour l'avocat qui a défendu la cause des victimes du choléra introduit par la MINUSTAH dans le pays, les élections en Haïti n'ont pas échappé à cette ingérence, notamment lors de l'élection de Michel Martelly en 2011, imposé aux Haïtiens sur conseil de Bill Clinton) : « le président Moise assure la continuité du parti de Martelly et n'est qu'un « restavek »(4) de ce dernier et des américains », accuse l'avocat et procureur haïtien, spécialisé dans la défense des Droits de l'homme. Il a rappelé le vote de l'État haïtien à l'OEA contre la légitimé du président vénézuélien Nicolas Maduro en janvier 2019. C'est la première fois qu'Haïti s'alignait avec Washington contre la République Bolivarienne de Nicolas Maduro et le vote du gouvernement Moise avait provoqué une onde de choc, autant en Amérique Latine que parmi la population haïtienne.

« Après toutes les manifestations qui ont ébranlé Haïti depuis plus d'un an et l'absence de gouvernement depuis quatre mois, les Américains ont donné à Moise un ultimatum pour qu'il nomme un premier ministre et démontre qu'il agit dans le dossier du massacre de La Saline », Le juge d'instruction Chavannes Etienne a émis en date du 22 juillet une interdiction de départ contre Fednel Monchéry et Joseph Pierre Richard Duplan, respectivement directeur du ministère de l'intérieur et des collectivités territoriales et délégué départemental de l'Ouest- tous deux indexés dans le rapport d'enquête de l'ONU. Pour Maître Mario Joseph, « cette disposition n'est que de la poudre aux yeux car c'est Pierre Richard Casimir – avocat et ancien ministre des Affaires Etrangères de l'ex-président Martelly qui avait écarté toute possibilité d'intenter une action contre l'ONU suite à l'introduction du choléra en Haïti – qui, aujourd'hui, fait le va et vient entre tous les juges d'instructions pour imposer les ordres de l'Exécutif ;en vassalisant le système judiciaire ».

« Je ne crois pas que Jovenel Moise veuille d'un gouvernement. Je crois qu'il veut faire passer le temps », a déclaré M. Edgard Leblanc Fils, ancien président du sénat haïtien et coordonnateur général du parti Organisation du Peuple en Lutte (OPL), dans une interview qu'il nous a accordée le 25 juillet.

« D'un côté, il essaye de faire plaisir aux Américains, à l'OEA et à l'ONU en nommant un gouvernement qu'il peut mettre dans sa poche et, d'un autre côté, il va jouer sur le temps en laissant pourrir la situation pour arriver au mois de janvier et placer un gouvernement répondant à ses propres volontés », analyse-t-il.

En janvier 2020, sans la tenue d'élections législatives – non réalisables cette année à cause de la crise – le Parlement n'aura plus aucun députés et sera orphelin de dix sénateurs, ce qui entrainera automatiquement son dysfonctionnement. Entretemps, « il y a beaucoup de résistance dans les deux chambres pour ne pas faire passer le nouveau Premier ministre. Si le président ne s'implique pas directement, il va le laisser se débrouiller tout seul comme M. Lapin(5) et je doute que Monsieur Michel passe le cap de la chambre basse », prévoit le coordonnateur de l'OPL.

Selon plusieurs observateurs, la nomination de Fritz William Michel aurait notamment pour but d'enterrer la patate chaude que représente le dossier PetroCaribe mais, Edgard Leblanc Fils écarte cette option : « ce dossier a suscité trop d'intérêts tant au niveau national qu'international. L'implication du président, pointé par la Cour supérieur des comptes dans ses rapports, est vue comme un fait grave ».

**Une misère grandissante et un avenir sombre**

Entretemps, la médiocrité et cupidité des élus et du gouvernement frappent Haïti de plein fouet : « L'Organisation des Nations unies (ONU), par le biais de son secrétaire général, Antonio Guterres, l'Agence des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO), ou encore la Banque interaméricaine de développement sont unanimes à reconnaitre la détérioration de la sécurité alimentaire dans le pays. Pourtant ce mal qui représente un risque élevé d'émeutes de la faim, comme l'a souligné l'économiste Enomy Germain, laisse les décideurs de la république jusque-là indifférents », souligne le Nouvelliste du 26 juillet.

« Survivre au jour le jour tient du miracle car la vie est intenable aujourd'hui en Haïti », avoue Edgard Leblanc Fils. « La sécheresse qui touche presque tous les départements a contribué à détruire les récoltes. On est proche de la famine et la misère est totale. Seul le ressort intérieur du peuple haïtien lui permet de tenir jusqu'à présent ».

Cependant, Edgard Leblanc Fils croit que ce serait une erreur du président de penser que le courage des Haïtiens lui permettra de tenir jusqu'à janvier 2020 : « la mobilisation (pour exiger son départ) va reprendre et, la misère aidant, il risque d'y avoir des débordements et beaucoup de casse », prévient-il.

Notes:

1 Un mouvement de jeunes citoyens qui secouent Haïti depuis plusieurs mois pour réclamer la reddition des comptes et un procès sur le scandale PetroCaribe.

2 Danio Darius, Le RNDDH dénonce un « massacre d'État » à La Saline, Le Nouvelliste, 3 décembre 2018.

3 Samuel Celiné, « Garcia Delva est prêt à aller en prison moyennant des preuves le liant au banditisme », Le Nouvelliste, 24 avril 2019.

4 Ou reste-avec, expression créole pour traduite une forme dage contemporain.

5 Nommé Premier ministre en avril 2019, M. Jean-Michel lapin n'a jamais été ratifié par le Parlement et a remis sa démission au président Jovenel Moïse, le 22 juillet 2019.

**Source Mondialisation**
**29 Juillet 2019**
**Investig'Action 30 Juillet 2019**

Suite de la page (8)

les Alpes, ce que tout le monde croyait impossible. Il le fit, et en hiver: résolution. Christophe Colomb fit ce que tous les marins européens avaient peur de faire: il mit le cap à l'ouest et découvrit l'Amérique: résolution. Dessalines, bloqué par les troupes de Rigaud, passa par des ravines et des falaises impossibles et gagna la Guerre du Sud. Pétion, assiégé dans Jacmel, tint bon jusqu'à ce que ses vivres et ses munitions soient épuisés, puis évacua la place en passant sur le corps des vétérans de Dessalines béat d'admiration, qui lui cria de ne pas mourir dans les bois et de le rejoindre. Lamartinière devait faire pareil à la Crête-à-Pierrot, et le Français Pamphile de Lacroix, des années plus tard, rappellerait que c'était un fait d'armes des plus remarquables (je n'ai jamais lu que Pamphile ait commis aucune exaction; ce devait être un soldat qui faisait son devoir, pas un boucher comme tant d'autres…). Christophe, à un contre dix sinon pire, décida de livrer bataille à Leclerc, et écrivit une page inoubliable de notre Histoire: *… je ne vous laisserai que des cendres, et même sur ces cendres, je vous combattrai encore!!!* Il faut en avoir dans le ventre, pour dire cela et le faire!!! Les plus grands chefs militaires n'ont jamais fait mieux. *Se konsa yo te ye…*

Au cours d'une de ses visites, en raccompagnant Manno, nous passâmes devant un *drug den,* une boutique dans laquelle, selon la clameur publique, l'on vendait de la drogue. J'en informai Manno. Réaction de ce dernier (citation): *Mwenmenm, mwen ta antre lan malpwopte sa a ak you UZI, mwen ta pase 2 minit andedan an, epi yo pa ta janm vann dròg ankò!!!*

A l'époque, je trouvai que Manno était un type selon mon cœur…

Pendant une autre visite, en causant, je lui dis incidemment que je n'avais pas les 20 douleurs nécessaires au renouvellement de ma boîte postale: *Ou pa kapab kite yo fèmen l! Ou se jounalis, ou bezwen l…* Et il tira un billet de sa poche. Et me força à le prendre: *Se menm Kabrit Tomazo yo nou ye, menm plim menm plimaj, menm konminis grenn kraze yo. Youn toujou kouvri pou lòt, se konsa bagay la ye…*

Je n'ai jamais oublié cela.

Il est mort le dimanche 10 décembre 2017 à l'âge de 69 ans apparemment des suites d'un cancer du poumon avec des métastases cérébrales, à l'hôpital Mount Sinai de Miami (USA). On lui a fait des funérailles nationales le vendredi 22 décembre en Haïti, puis il a été inhumé dans l'après-midi à Verrettes.

J'allais oublier de dire qu'il avait été Maire de notre capitale, qu'il connaissait comme sa poche. Un matin, exaspéré par les marchandes qui envahissaient les trottoirs de la Grand-Rue (les pauvres, que pouvaient-elles faire?) il prit son Galil, fusil d'assaut israélien dont les amateurs lui reprochent seulement son trop fort recul, et dégagea les trottoirs en tirant des rafales en l'air. Inutile de vous dire la panique!

C'était aller un peu trop loin. Mais c'était l'homme…

Cher Manno…

Suite de la page (19)

de toute procédure légale.

Mais j'ai finalement réalisé que j'avais été aveuglé par la propagande et qu'Assange avait été systématiquement calomnié pour détourner l'attention des crimes qu'il avait dénoncé. Une fois déshumanisé par l'isolement, les moqueries et la honte, comme les sorcières que nous avions coutume de brûler sur le bûcher, il était facile de le priver de ses droits les plus fondamentaux sans provoquer l'indignation publique dans le monde entier. C'est ainsi qu'un précédent juridique est en train d'être établi, par l'entrée de service de notre propre complaisance, qui peut être appliqué, et le sera à l'avenir, aussi bien à des révélations du Guardian, du New York Times ou d'ABC News.

Très bien, me direz-vous, mais qu'est-ce que la calomnie a à voir avec la torture ? Eh bien, c'est une pente glissante. Ce qui peut sembler n'être qu'une simple "calomnie" dans le débat public, devient rapidement une "intimidation" lorsque c'est est utilisé contre des personnes sans défense, et même de la "persécution" lorsque l'État est impliqué. Maintenant, ajoutez-y le caractère intentionnel et les souffrances pénibles, et ce que vous obtenez, c'est de la torture psychologique au sens plein du terme.

Oui, vivre dans une ambassade avec un chat et un skateboard peut sembler une bonne affaire quand on croit le reste des mensonges. Mais quand personne ne se souvient de la raison de la haine que vous endurez, quand personne ne veut entendre la vérité, quand ni les tribunaux ni les médias ne demandent de comptes aux puissants, alors votre refuge n'est vraiment qu'un canot dans bassin de requins, et ni votre chat ni votre skateboard ne vous sauveront la vie.

Même si c'est le cas, vous direz vous peut-être, pourquoi dépenser autant d'énergie pour Assange, alors que d'innombrables autres personnes sont torturées de par le monde ? C'est parce qu'il ne s'agit pas seulement de protéger Assange, mais d'empêcher un précédent susceptible de sceller le sort de la démocratie occidentale. Car une fois que dire la vérité sera devenu un crime tandis que les puissants jouiront de l'impunité, il sera trop tard pour redresser le cap. Nous aurons abdiqué notre voix à la censure et notre destin à une tyrannie débridée.

**Traduit de l'anglais par Eve**

**Harguindey Tlaxcala**
**Investig'Action 6 Août 2019**





Suite de la page (9)

"red zone" neighborhood.

[28] The uprisings took place a few days after President Moïse evicted people occupying and living for more than a century on parcels of land behind his residence the Haitian state rents out for him and his family.

[29] The tag "Challenge" is used in reference to the social media practice especially in the U.S. of inviting other concerned citizens around an issue to follow suit my re-posting the same message or action.

[30] The Committee to Mobilize Against Dictatorship in Haiti (KOMOKODA) in New York organizes weekly protests in front of the Haitian Consulate and outside venues where PHTK founder Michel Martelly and his band perform. Recently, Solidarity Québec-Haiti successfully lobbied Montréal mayor to deny Martelly's band entry into Canada.

[31] Konpa is a genre of Haitian music born in the 1970s. Songs typically focus on love and sex. Martelly was one of the first to take on political issues in this genre of music.

[32] See for more information: http://www.haitilibre.com/en/news-2957-haiti-inauguration-important-moments-of-the-speech-of-michel-martelly.html

[33] The traditional militants are typically referred to as the '86 generation, people who struggled to overthrow the Duvalier dictatorship who then went on to found new organizations at the democratic turn to fight against coup d'état and neoliberalism.

[34] This group was founded by students at the *Faculté des Sciences Humaines* (College of Human Sciences) at the *Université d'Etat d'Haiti* (State University of Haiti) in 2006. Guerchang Bastia is among the founders.

[35] The literal translation is: We are not sleeping. #Noupapdòmi #PwosèPetroCaribeA

[36] For an exposé on some of the keys members, see https://www.pri.org/stories/2019-04-29/meet-petrochallengers-new-generation-wants-bring-accountability-haiti-can-they

[37] To view the video: https://www.youtube.com/watch?v=omKtm73mAp8

[38] *Solidarite Fanm Ayisyèn* (Haitian Women in Solidarity, SOFA) is a founding member of PAPDA. After 20 years of grassroots work, PAPDA founders established the socialist party *Rasin Kan Pèp La* in 2015, now a member of *Konbit*.

[39] Anakawona was the cacique of Xaragua, territory that makes up the southern half of modern-day Haiti (and southeast Dominican Republic). She (and the other caciques) resisted to death the invasion of European powers. Note that African leaders after the Revolution named the "first Black republic" after one of the Indigenous appellations of the island, Haiti.

[40] Jean-Jacques Dessalines is the founding father of the Republic of Haiti.

*The original version of this article was first published on the website LeftEast in June. Haïti Liberté has lightly edited the article for republication.*

Suite de la page (12)

juridiques scandaleux, est l'exemple de jusqu'où les ennemis de la gauche peuvent aller. C'est la plus grande expression de la peur impérialiste et oligarchique de voir la gauche au pouvoir. Ils ont tout fait pour éviter le retour de Lula à la présidence d'un pays qui n'a pu redistribuer dans la mesure du possible l'énorme richesse nationale qu'avec le Parti des Travailleurs.

Aujourd'hui, la libération de Lula est aussi l'un des grands défis pour les forces de gauche dans la région (Applaudissements). Les mobilisations ne peuvent pas s'arrêter. L'un de nos fondateurs reste injustement emprisonné et nous devons mettre fin à cet abus (Applaudissements et exclamations de : « Lula libre ! Lula libre ! »).Le Forum est un précieux héritage de nos leaders et un mécanisme viable pour contrecarrer les attaques des forces qui voudraient faire imploser notre précieuse alliance.

N'oublions pas un instant que nous sommes dans la Caracas assiégée, dans la République bolivarienne du Venezuela mille fois attaquée et encerclée.

Hier, dans la défense de l'héroïque Révolution bolivarienne, des leaders et des militants sociaux des cinq continents ont marché dans les rues de Caracas aux côtés des représentants légitimes du peuple vénézuélien (Applaudissements). Cette marche n'a été ni filmée ni diffusée par les nombreuses caméras des télévisions transnationales qui ont fait croire à la planète que l'État vénézuélien n'a ni pouvoir ni partisans sur son territoire.

Ratifions face au monde notre soutien et notre solidarité avec le président légitime Nicolas Maduro Moros et l'Union civique et militaire qui a fait échouer tant de fois les pires plans de l'ennemi (Applaudissements et exclamations : « À bas ! »).

Il nous faut être conscient qu'assurer la paix au Venezuela équivaut à le défendre pour l'ensemble de la région.

Soutenir et défendre le Venezuela, c'est affronter avec détermination le retour de la doctrine Monroe et l'escalade impérialiste contre nos peuples. Aujourd'hui, ils s'en prennent au Venezuela, à Cuba et au Nicaragua, demain ce sera à d'autres et, au bout du compte, ils s'en prendront à tout le monde.

Les États-Unis menacent et calomnient Cuba et le Venezuela pour ne pas reconnaître échec de leur tentative de renverser la Révolution bolivarienne, et ils dénaturent la coopération altruiste que notre pays offre ici et dans plus de 80 pays. Il n'y a pas de meilleure tribune que ce Forum pour ratifier que Cuba n'abandonnera ni ne trahira jamais ses principes ni le Venezuela (Applaudissements et exclamations de : « Cuba et le Venezuela, un seul drapeau ! ») .

« [...] l'administration des États-Unis a commencé à agir avec une plus grande agressivité pour empêcher l'arrivée du carburant à Cuba [...].

« Ils veulent nous couper l'électricité, l'eau et même l'air pour nous arracher des concessions politiques. Ils ne se cachent pas pour le faire. Ils déclarent publiquement les fonds destinés à la subversion à Cuba, ils inventent des prétextes faux et hypocrites pour nous réinscrire dans leurs listes fallacieuses et justifier l'intensification du blocus.

« Au comble du cynisme, ils ont recours au chantage. « Ignorants l'histoire et les principes de la politique extérieure de la Révolution cubaine, ils nous proposent de négocier une éventuelle réconciliation en échange de l'abandon de la voie choisie et défendue par notre peuple, aujourd'hui comme hier. Ils suggèrent de trahir nos amis, de jeter à la poubelle 60 ans de dignité. »

Cuba répond : « Non, messieurs les impérialistes, nous ne nous entendons pas ! »

(Applaudissements et exclamations de : « la Patrie ou la mort, Cuba oui, Yankees non ! »).

**Partis politiques et mouvements populaires,**

Il y a moins d'une semaine, des représentants d'un petit groupe de pays de cette région ont insulté le Forum de Sao Paulo. À ceux-ci, nous répondons que le Forum est ici, qu'il y restera et qu'il a beaucoup à faire, car c'est de nouveau « l'heure des brasiers, où il ne faut rien voir d'autre que la lumière ». Cette lumière est l'unité, le grand héritage que nous ont laissé nos grands penseurs, de Bolivar à Marti, Fidel et Chavez (Applaudissements).

Il est insultant et extrêmement cynique de voir la réaction de cette droite de cipayes face au Forum de Sao Paulo ; ils ont inventé toutes sortes de mensonges et d'insultes. Eux, les rois du complot, accusent les participants au Forum de ce qu'ils pratiquent quotidiennement contre nos peuples. Ils ont beaucoup de mal à supporter que ces dirigeants de gauche du monde entier : diffamés, poursuivis, bâillonnés, dont tant de camarades ont été assassinés ou ont disparu, osent défier l'ordre impérial de se taire et d'avoir peur.

Il n'y a ni mystères ni conspiration, ni plans d'agression ni d'ingérence, et il n'y en a jamais eu non plus depuis presque 30 ans d'existence du Forum de Sao Paulo. L'impérialisme est un expert en la matière, de même que les oligarchies nationales, tellement effrayées par le peuple qu'elles inventent de fausses causes pour emprisonner les leaders populaires par le biais de procès mensongers.

Personne ne se cache pour venir à ce rendez-vous pour la paix, la souveraineté et la prospérité des peuples, parce qu'il n'y a pas d'œuvre plus noble ni qui exige plus de sacrifices que la bataille pour ces idéaux qui ont toujours mobilisé la gauche du monde.

Comme les participants au Forum l'ont illustré et débattu, il nous faut articuler la résistance au néolibéralisme et à l'impérialisme dans nos stratégies de communication respectives : créer et alimenter les réseaux de la vérité contre l'offensive du mensonge.

Les nouvelles générations interagissent de façon naturelle et dynamique dans ces sphères, que les forces adverses contrôlent et utilisent aujourd'hui avec des intentions perverses.

En ce 65e anniversaire de Chavez, cet extraordinaire communicateur venu du cœur de la Patrie de Bolivar pour nous rendre la parole réincarnée et le rêve du Libertador, il ne peut y avoir de meilleur hommage à sa mémoire vivante qu'un mouvement progressiste de gauche, démocratique et divers comme les partis et groupes sociaux qui l'intègrent, libérant la créativité sans limites du peuple pour faire son récit de l'Histoire elle-même dans la lutte commune pour la justice.

**Joyeux anniversaire, commandant !** (Applaudissements.)

Les peuples d'Amérique latine et du monde sont venus célébrer ta naissance là où reposent tes restes. Ton puissant idéal révolutionnaire est plus vivant que jamais dans ta Patrie bien-aimée et dans tous les coins du monde que ta parole passionnée a touchés (Applaudissements).

« Pour la paix, la souveraineté et la prospérité des peuples.... Unité, lutte, bataille et victoire », tel est le slogan de ce rendez-vous, le 25e depuis la création du Forum. Le défi est d'en faire enfin la réalité de cette belle alliance de forces.

Chaque fois que nous faisons un pas en avant, aussi petit soit-il, dans la conquête de nos projets de développement à Cuba, nous disons : Et nous allons pour plus !

Ce même sentiment nous anime en évaluant les potentialités de cette force magnifique que nous sommes, lorsque nous agissons unis et organisés.

Allons toujours pour plus !
Hasta la victoria siempre !
Venceremos !)
(Ovation).

**Granma 2 août 2019**

# Le meurtre du petit Tariq : aux racines de la violence coloniale

Par Ramzy Baroud

Tariq Zabania, âgé de sept ans et d'Al-Khalil (Hébron) a été tué sur le coup lorsqu'un colon israélien l'a renversé avec son véhicule le 15 juillet. La photo du petit Tariq, couché sur la route, a été diffusée sur les médias sociaux. Sa mort survenue à un si jeune âge est déchirante.

Le sang innocent de Tariq ne doit pas couler en vain. Pour cela, nous sommes moralement obligés de comprendre la nature de la violence des colons juifs, qui ne peut être considérée isolément du racisme inhérent à la société israélienne dans son ensemble.

Nous sommes tous souvent coupables de perpétuer le mythe selon lequel les activistes colons juifs dans les territoires palestiniens occupés constituent une catégorie différente et distincte des autres Israéliens vivant au-delà de la ainsi-nommée « ligne verte ».

Srationaliseans aucun doute, la mentalité violente qui sous-tend la société israélienne, où qu'elle se trouve, n'est pas régie par des règles imaginaires, mais par une idéologie raciste, dont les disciples se retrouvent partout en Israël et pas uniquement dans les colonies juives [toutes illégales au regard du droit international] de Cisjordanie.

Israël est une société profondément malade et sa maladie ne se limite pas à l'occupation de Jérusalem-Est, de la Cisjordanie et de Gaza en 1967.

Alors que les Palestiniens sont prisonniers derrière des murs, des clôtures et des régions séparées les unes des autres, les Israéliens sont un type de prisonniers différent. « Un homme qui enlève la liberté à un autre homme est un prisonnier de la haine, il est enfermé derrière les barreaux des préjugés et de l'étroitesse d'esprit », a écrit Nelson Mandela, héros du mouvement anti-apartheid et prisonnier qui a passé sa vie derrière les barreaux.

C'est ce racisme et ce fanatisme qui rendent Tariq invisible à la grande majorité des Israéliens. Pour ces derniers, les enfants palestiniens n'existent pas en tant que véritables êtres humains, méritant une vie digne et libre. Cette cruauté est une caractéristique fondamentale de tous les secteurs de la société israélienne, qu'ils soient de « droite », de « gauche » ou du « centre ».




**Le petit Tariq, renversé et tué par un colon juif qui a ensuite pris la fuite, en toute impunité - Photo : Médias sociaux**

Un exemple est l'attaque terroriste perpétrée par des colons juifs contre la famille palestinienne Dawabshe dans le village de Duma, dans le nord de la Cisjordanie, en juillet 2015, entraînant la mort des deux parents Riham et Sa'ed, ainsi que de leur fils Ali âgé de 18 mois. Le seul membre de la famille épargné par cette mort atroce est Ahmad, alors âgé de 4 ans, qui a été gravement brûlé.

Cette cruauté s'est encore accentuée dans les épisodes qui ont suivi cet incident criminel. Plus tard cette année-là, des invités d'un mariage israélien ont été filmés lors de la soirée, dansant et brandissant des couteaux pour célébrer la mort du bébé palestinien.

Trois ans plus tard, alors que les membres de la famille Dawabshe quittaient un tribunal israélien, accompagnés de parlementaires arabes, ils étaient accueillis par une foule d'Israéliens scandant « Où est Ali ? Ali est mort ! » et « Ali est sur le gril ».

Le passage du temps n'a fait que renforcer la haine des Israéliens contre un petit enfant dont le seul crime est d'être né palestinien.

Quant au seul survivant, Ahmad, celui-ci a été puni trois fois : lorsqu'il a perdu toute sa famille, puis avec ses très graves brûlures, et enfin quand toute indemnisation lui a été refusée. Le ministre israélien de la Défense de l'époque, Avigdor Lieberman, a simplement décidé que le garçon n'était pas une « victime du terrorisme ». L'affaire était close…

Bien que les Dawabshes aient été tués par des colons juifs, le tribunal, l'armée et le système politique israéliens se sont tous entendus pour assurer la protection des assassins et les écarter de toute responsabilité.

Ce n'était pas différent dans le cas du soldat israélien, Elor Azaria, qui, le 24 mars 2016, a achevé au sol un Palestinien inconscient à Hébron. Dans sa défense, Azaria a insisté sur le fait qu'il suivait les instructions de l'armée concernant les assaillants présumés, tandis que les plus hauts responsables du gouvernement israélien se sont affichés en masse pour le soutenir.

Quand Azaria a été libéré triomphalement après seulement neuf mois de prison, de nombreux Israéliens l'ont salué comme un héros. Peut-être fera-t-il une brillante carrière politique s'il décidait de poursuivre dans cette voie. En fait, il a été sollicité par des politiciens israéliens pour les aider à collecter davantage de voix aux élections générales d'avril dernier.

Condamner uniquement les colons juifs tout en épargnant le reste de la société israélienne équivaut à blanchir politiquement une société israélienne en la présentant comme une société en bonne santé avant l'occupation de la Cisjordanie et de Gaza. Ce point de vue présente les colonies juives comme une maladie cancéreuse qui dénatureraît les réalisations par ailleurs louables et nobles des premiers sionistes.

Il est commode de présenter les colons juifs comme des extrémistes d'extrême-droite et de les lier aux partis politiques de droite au pouvoir. Mais l'histoire prouve le contraire.

C'est le parti travailliste israélien qui a à l'origine créé les projets de colonies de peuplement, peu après la colonisation de la Cisjordanie. Certaines des entreprises coloniales les plus importantes et les plus militantes d'Israël à Jérusalem-Est occupée – Ramat Eshkol, Gilo, Ramot et Armon Hanatziv – ont toutes été à l'initiative du Parti travailliste et non du Likoud.

Le « colon » n'a rien non plus d'un nouveau phénomène. Historiquement, les premiers colons qui ont précédé l'établissement d'Israël en 1948 ont été idéalisés en tant que « véritables » sionistes, célébrés comme des « héros culturels » – des « rédempteurs » juifs qui ont pour finir nettoyé ethniquement la Palestine historique de ses habitants indigènes. « Le mouvement travailliste d'origine », écrivait Amotz Asa-El dans The Jerusalem Post, « n'a jamais pensé que s'établir au-delà de la Ligne verte était illégal, et encore moins immoral. » S'il existait un débat en Israël concernant les colonies de peuplement, il n'a jamais concerné la question de leur légitimité ou de leur légalité, mais s'est limité aux aspects pratiques pour déterminer si ces projets coloniaux devaient être maintenus ou non.

La protection des colonies est maintenant la tâche primordiale de l'armée d'occupation israélienne. L'organisation israélienne de défense des droits de l'homme, B'Tselem, qui consigne le comportement de l'armée israélienne et des colons juifs en Cisjordanie, a expliqué la nature de cette relation dans un rapport publié en novembre 2017. « Les forces de sécurité israéliennes autorisent non seulement les colons à tourmenter les Palestiniens et à s'attaquer à leurs biens, mais elles fournissent souvent aux délinquants une escorte et un renfort. Dans certains cas, elles participent même aux agressions », écrit B'Tselem.

Une autre organisation israélienne, Yesh Din, a conclu dans un rapport publié plus tôt que 85% des actes de violence des colons contre des Palestiniens ne donnent lieu à aucune poursuite devant les tribunaux. Seulement 1,9% des cas ont abouti à une condamnation, en général sans conséquence réelle.

La violence des colons juifs ne doit pas être considérée séparément de la violence infligée par l'armée israélienne, mais dans le contexte plus large de l'idéologie violente sioniste qui régit dans sa totalité la société israélienne.

Cette violence ne peut se terminer que par la fin de l'idéologie raciste qui promeut et justifie le meurtre, comme dans le cas du petit Tariq Zabania.

**RamzyBaroud.net 24 juillet 2019**
**Traduction : Chronique de Palestine – Lotfallah**
**30 juillet 2019**

# Décès de Toni Morrison, prix Nobel de littérature

Le Prix Nobel de littérature Toni Morrison, de son vrai nom Chloe Anthony Wofford, née le 18 février 1931 à Lorain vient de décéder paisiblement entourée de sa famille et de ses amis dans la nuit du lundi 5 août à l'âge de 88 ans.

En hommage à cette grande romancière, Haïti Liberté, se fait le plaisir de re-publier cet article de Ballast :

**L'abécédaire de Toni Morrison**

*Une petite dizaine de romans, plusieurs essais, deux pièces de théâtre et quelques ouvrages pour la jeunesse : Toni Morrison, enfant d'une famille ouvrière et ancienne professeure de littérature dans le New Jersey, dissèque, depuis le début des années 1970, « le langage de l'oppression ». À commencer par celle qui frappe les Afro-Américains. Bien décidée, comme elle le dit, « à neutraliser le racisme mesquin, à anéantir et à discréditer l'obsession ordinaire, facile et accessible de la couleur », Morrison n'en finit pas d'interroger les racines et l'organisation sociale de son pays. « J'ai 87 ans, et je vais survivre à Donald Trump », lançait-elle au printemps 2018, en riant.*

**Américain :** « Les mécanismes culturels par lesquels on devient américain sont clairement compris. Un citoyen d'Italie ou de Russie émigre aux États-Unis. Il conserve beaucoup ou une partie de la langue et des coutumes de son pays d'origine. Mais s'il souhaite être américain — être reconnu comme tel et trouver vraiment sa place — il doit devenir quelque chose d'inimaginable dans son pays d'origine : il doit devenir blanc. » (L'Origine des autres, Christian Bourgois, 2018)

**Beloved :** « Le roman fournit une vaste friche contrôlée, une occasion d'être et devenir l'Autre. L'étranger. Avec compassion, lucidité et le risque de l'examen de conscience. Dans cette itération, pour moi qui suis l'auteur, la jeune Beloved, celle qui hante, est l'ultime Autre. Qui revendique, à jamais revendique un baiser. » (L'Origine des autres, Christian Bourgois, 2018)

**Couleur :** « Ce qui m'a intéressée, c'est qu'à cette époque arrivaient aussi sur le sol d'Amérique des domestiques blancs. Ces domestiques étaient en réalité des esclaves. Au même titre que les esclaves noirs. Mais il faut s'intéresser aux conditions dans lesquelles ces esclaves blancs arrivaient : nombre d'entre eux mouraient pendant le trajet ou bien en arrivant, et leur servitude pouvait être transmise à leurs femmes et à leurs enfants… Ces esclaves blancs travaillaient côte à côte avec les esclaves noirs dans les plantations de tabac. La seule différence entre eux était la suivante : les Blancs pouvaient s'évader et se fondre dans la foule tandis que les Noirs ne le pouvaient pas à cause de la couleur de leur peau ! Ces temps sont les véritables commencements de ce pays. » (Entretien pour L'Express, septembre 2009)

**Définir : «** Astucieux, mais Maître d'École le fouetta quand même pour lui montrer que les définitions appartiennent aux définisseurs, et non pas aux définis. » (Beloved, Christian Bourgois, 1989)

**Esclavage :** « Il était sans doute universellement clair — pour les vendeurs comme pour ceux qu'ils vendaient — que l'esclavage était une condition inhumaine, quoique rentable. Ceux qui vendaient ne voulaient certainement pas devenir esclaves ; bien souvent, ceux que l'on achetait se suicidaient pour éviter cette condition. Alors, comment cela fonctionnait-il ? L'un des moyens par lesquels les nations pouvaient tolérer la dégradation qu'entraînait l'esclavage était le recours à la force brute ; un autre consistait à l'embellir. » (L'Origine des autres, Christian Bourgois, 2018)

**Fond :** « Il ne restera rien du Fond (la passerelle au-dessus du fleuve a déjà disparu), mais c'est peut-être aussi bien, puisque ce n'était pas vraiment une ville, seulement un quartier d'où, par temps calme, les gens de la vallée pouvaient entendre parfois chanter, parfois jouer du banjo, et s'il arrivait qu'un homme de la vallée ait affaire là-haut dans les collines — pour toucher un loyer ou une prime d'assurances — il pouvait y voir une femme au teint sombre exécuter quelques pas de cakewalk, esquisser un black bottom, se déhancher au rythme entraînant d'un harmonica. […] Les gens de couleur qui la regardaient riaient et se frottaient les genoux et l'homme de la vallée n'avait aucun mal à entendre le rire sans remarquer la douleur humaine qui se tenait quelque part sous les paupières, quelque part sous les foulards de tête, les chapeaux de feutre souple, dans les paumes des mains, derrière les revers usés, quelque part dans la courbe des tendons. » (Sula, Christian Bourgois, 1992)

**Gens :** « Écrire des romans, c'est faire apparaître les gens ordinaires qui ne sont pas dans les livres d'histoire. » (Entretien pour Télérama, août 2012)

**Haine :** « C'est la haine qui fait cet effet. Elle consume tout, sauf elle-même, si bien que, quelque soit votre chagrin, votre visage devient exactement le même que celui de votre ennemi. » (Love, Christian Bourgois, 2004)

**Inhumain :** « Aussi fascinants d'ignominie que soient ces épisodes de violence, la question qui apparaît, selon moi, question bien plus révélatrice que la sévérité du châtiment, est de savoir qui sont ces gens. Quel acharnement ils mettent à définir l'esclave comme inhumain, sauvage, quand la définition de l'inhumain décrit en vérité très largement celui qui punit. » (L'Origine des autres, Christian Bourgois, 2018)

**Jazz :** « Il y a eu aussi cette mine inépuisable de chansons, de paroles, de spirituals, qui étaient et resteront toujours la voix du jazz ; cette forme de poésie m'a immédiatement parlé. » (« Voir comme on ne voit jamais », entretien avec Pierre Bourdieu, octobre 1994, paru dans la revue Vacarme, 1998/1, n° 16)

**Kidnapper :** « J'examine à nouveaux frais le mot esclave pour le rendre intime. Je ne voulais surtout pas qu'il soit plat. […] Je voulais que le lecteur se fasse kidnapper, sans sa mémoire littéraire, sans y être du tout préparé, exactement comme l'esclave. Ils étaient tous deux confrontés à l'urgence, et ne pouvaient compter que sur leur bonne volonté et leur participation. Le lecteur devait être dépouillé de la même manière, et apprendre par accumulation. » (« Breaking Ground, An Interview with Toni Morrison », AFRAM Newsletter n° 31, Michel Fabre éditeur, 1990)

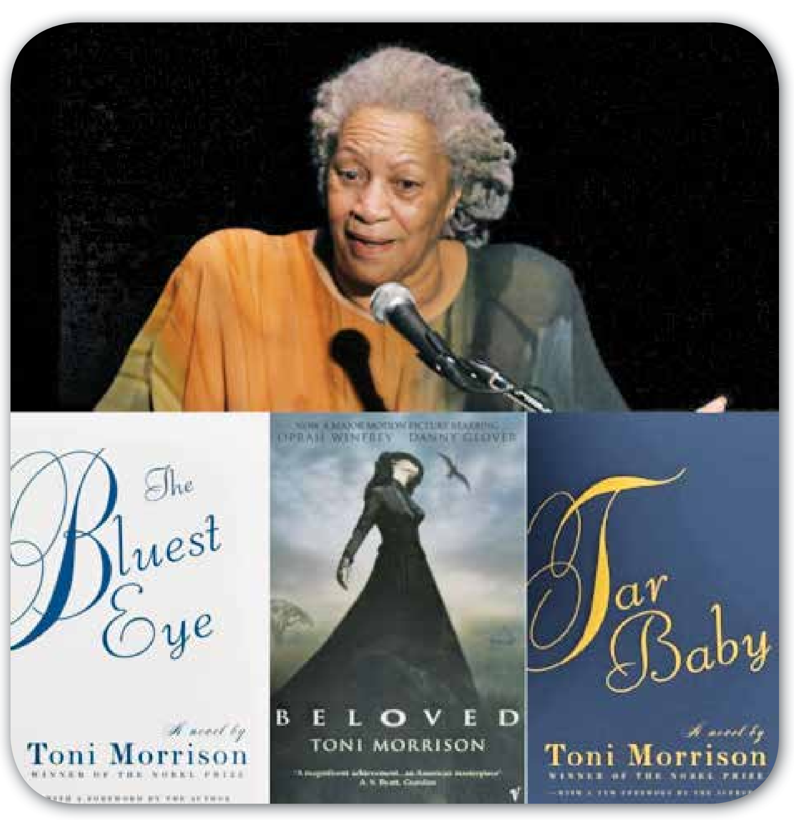
**Libérer :** « Se libérer était une chose, revendiquer la propriété de ce moi libéré en était une autre. » (Beloved, Christian Bourgois, 1989)

**Minorité :** « Étant une minorité, à la fois comme caste et comme classe, nous vivions sur l'ourlet de la vie, en luttant contre notre faiblesse et en nous battant pour nous accrocher ou pour grimper sans aide dans les grands plis du vêtement. » (L'Œil le plus bleu, 10x18, 2008)

**Noire :** « Il ne m'a pas fallu plus d'une heure après qu'ils l'avaient tirée d'entre mes jambes pour comprendre que quelque chose n'allait pas. Vraiment pas. Elle m'a fait peur, tellement elle était noire. Noire comme la nuit, noire comme le Soudan. Moi je suis claire de peau, avec de beaux cheveux, ce qu'on appelle une mulâtre au teint blond, et le père de Lula Ann aussi. Y a personne dans ma famille qui se rapproche de cette couleur. » (Délivrances, Christian Bourgois, 2015)

**Oublier :** « Son passé avait été semblable à son présent — intolérable —, et comme elle n'ignorait pas que la mort était tout sauf l'oubli, elle utilisait le peu d'énergie qui lui restait pour méditer sur les couleurs. » (Beloved, Christian Bourgois, 1989)

**Politique :** « Mes livres ne répondent pas uniquement à des préoccupations esthétiques, pas plus qu'ils ne répondent exclusivement à des préoccupations politiques. Je pense que, pour pouvoir être pris au sérieux, l'art doit faire les deux à la fois. » (« Voir comme on ne voit jamais », entretien avec Pierre Bourdieu, octobre 1994, paru dans la revue Vacarme, 1998/1, n° 16)




**La romancière Toni Morrison**

**Quantité :** « La littérature inclut à mes yeux cette quantité incroyable de récits écrits par des gens qui, par la plume, se défaisaient du joug de l'esclavage et entraient dans le monde de la liberté. Je ne connais pas, dans l'histoire de l'humanité, de peuple opprimé qui ait autant médité, écrit et publié sur sa propre situation. » (« Voir comme on ne voit jamais », entretien avec Pierre Bourdieu, octobre 1994, paru dans la revue Vacarme, 1998/1, n° 16)

**Regard :** « Opposer le Black Power à la domination blanche, c'était encore une manière de rester prisonnier du regard de l'autre. » (Entretien pour Psychologies, 2012)

**Solitude :** « Il y a une solitude que l'on peut bercer. Bras croisés, genoux remontés, on se tient, on se cramponne et ce mouvement, à la différence de celui d'un bateau, apaise et contient l'esseulé qui se berce. C'est une solitude intérieure, qui enveloppe étroitement comme une peau. Puis il y a une solitude vagabonde, indépendante. Celle-là, sèche et envahissante, fait que le bruit de son propre pas semble venir de quelque endroit lointain. » (Beloved, Christian Bourgois, 1989)

**Tom :** « Harriet Beecher Stowe n'a pas écrit La Case de l'oncle Tom pour que Tom, Chloe, ni quiconque parmi les Noirs le lisent. Le lectorat de son époque était composé de Blancs, de ceux qui avaient besoin de cet embellissement, qui le voulaient ou pouvaient le savourer. » (L'Origine des autres, Christian Bourgois, 2018)

**Universel :** « Cette enquête fictive [à propos du livre Le Regard du roi, de Camara Laye] sur les perceptions limitées d'une culture nous permet de voir la race disparaître de l'expérience qu'un Occidental a de l'Afrique en l'absence de soutien, de protection ou de consignes de la part de l'Europe. Elle nous permet de redécouvrir ou d'imaginer à nouveau quel effet cela fait d'être marginal, ignoré, superflu, étranger, de ne jamais entendre prononcer son nom ; d'être privé d'Histoire ou de représentation, d'être une force de travail vendue ou exploitée dans l'intérêt d'une famille qui préside, d'un entrepreneur habile, d'un régime local. En d'autres termes : de devenir un esclave noir. C'est une rencontre troublante qui peut nous aider à faire face aux pressions et aux forces déstabilisantes du parcours des peuples à travers le monde. Aux pressions qui peuvent nous faire nous raccrocher frénétiquement à notre propre culture, à notre propre langue, tout en rejetant celles d'autrui ; nous faire classer le mal selon la mode du jour ; nous faire légiférer, expulser, nous conformer, purger et prêter allégeance aux fantômes et à l'imagination. Surtout, ces pressions peuvent nous faire nier l'étranger qui est en nous et résister à mort au caractère universel de l'humanité. » (L'Origine des autres, Christian Bourgois, 2018)

**Vendre :** « Tu vois, a dit Jeri. Le noir fait vendre. C'est la matière première la plus en vogue du monde civilisé. Les Blanches, et mêmes les filles café au lait, il faut qu'elles se mettent à poil pour obtenir ce genre d'attention. » (Délivrances, Christian Bourgois, 2015)

**Woolf :** « Chez Virginia Woolf, ce que j'aime c'est l'usage qu'elle fait de la langue, cette économie de la langue. Chez Faulkner, ce que j'aime tout autant c'est exactement l'opposé, une espèce de foisonnement, la répétition des choses. » (Entretien, « Toni Morrison, la mémoire en héritage (1/5) », France Culture, 2012)

**XXe siècle :** « Permettez-moi de citer seulement quelques-uns des lynchages qui ont eu lieu au XXe siècle : Ed Johnson, 1906 (lynché sur le pont de Walnut Street, à Chattanooga, Tennesse, par une foule entrée de force dans sa prison après un rendu de sursis à exécution). Laura et D.L. Nelson, 1911 (mère et fils, accusés de meurtre, kidnappés dans leur cellule et pendus à un pont ferroviaire à proximité d'Okemah, Oklahoma). Elias Clayton, Elmer Jackson et Isaac McGhie, 1920 (trois employés de cirque accusés de viol sans aucune preuve, lynchés à Duluth, Minnesota ; aucune sanction pour leurs assassins). Raymond Gunn, 1931 (accusé de viol et d'assassinat, aspergé d'essence et brûlé à mort par une foule à Maryville, Missouri). Cordie Cheek, 1933 (lynché et mutilé par une foule à Maury, Tennesse, à la suite de sa remise en liberté après qu'il avait été faussement accusé de viol). Booker Spicely, 1944 (abattu par un chauffeur de bus à Durham, Caroline du Nord, après avoir refusé de continuer à reculer jusqu'à l'arrière du bus). Maceo Snipes, 1946 (traîné hors de chez lui dans le comté de Taylor, Géorgie, et abattu pour avoir voté lors des primaires démocrates de Géorgie ; une affiche placardée sur une église noire voisine disait : LE PREMIER NÈGRE A AVOIR VOTE NE REVOTERA JAMAIS). Lamar Smith, 1955 (figure du mouvement pour les droits civiques, abattu sur la pelouse du tribunal du comté de Lincoln, à Brookhaven, Mississippi). Emmett Till, 1955 (à l'âge de 14 ans, roué de coups et abattu à Money, Mississippi, après avoir, dit-on, flirté avec une femme blanche qui a avoué depuis avoir menti au sujet de cette relation). » (L'Origine des autres, Christian Bourgois, 2018)

**Yeux :** « Depuis quelque temps, Pecola se disait que si ses yeux — ses yeux qui retenaient les images, et savaient ce qu'on peut voir —, si ses yeux avaient été différents, c'est-à-dire beaux, elle-même aurait été différente. Elle avait de belles dents, et un nez moins gros et moins épaté que celui de certaines filles qu'on disait mignonnes. Si elle avait été différente, belle peut-être, Cholly aurait peut-être été différent aussi, et Mrs Breedlove. On aurait peut-être dit : Regarde, cette Pecola aux beaux yeux. Nous ne devons pas faire de vilaines choses devant ces jolis yeux. Chaque soir, sans faute, elle priait pour avoir les yeux bleus. » (L'Œil le plus bleu, 10x18, 2008)

**Zigzag :** « Il avait laissé sa cravate. Celle avec des zigzags jaunes en biais sur fond bleu marine. Accrochée à la porte du placard, la pointe en bas, elle attendait tranquillement et patiemment le retour de Jude. Peut-il être parti si sa cravate est encore là ? Il va s'en souvenir et revenir alors elle… euh. Elle pourrait… lui dire. S'asseoir calmement et lui dire. Mais Jude, tu me connaissais. Toutes ces journées, toutes ces années tu me connaissais. Mes façons de faire, mes mains, les plis de mon ventre, la fois où on a voulu sevrer Mickey et la fois où le propriétaire a dit… et tu as dit… et j'ai pleuré, Jude. Tu me connaissais tu m'écoutais parler la nuit, tu m'entendais dans la salle de bain et tu te moquais de ma vieille gaine usée et je riais aussi parce que moi aussi je te connaissais, Jude. Alors comment as-tu pu me quitter puisque tu me connaissais ? » (Sula, Christian Bourgois, 1992)

**Ballast** 8 octobre 2018

# Démasquer la torture exercée sur Julian Assange

Par Nils MELTZER

*La tribune libre ci-dessous a été proposée par le professeur Nils Melzer, Rapporteur spécial des Nations unies sur la torture, pour être publiée à l'occasion de la Journée internationale pour le soutien aux victimes de la torture, le 26 juin 2019, au Guardian, au Times, au Financial Times, au Sydney Morning Herald, à The Australian, au Canberra Times, au Telegraph, au New York Times, au Washington Post, à Reuters et à Newsweek. Tous ont refusé de la publier.*

Je sais, vous pensez peut-être que je me leurre. Comment la vie dans une ambassade avec un chat et un skateboard peut-elle être assimilée à de la torture ? C'est exactement ce que j'ai pensé, moi aussi, quand Assange a demandé protection à mon bureau. Comme la plupart des gens, j'avais été inconsciemment intoxiqué par la campagne de diffamation incessante, qui avait été menée au fil des ans. Il a donc fallu qu'on frappe une deuxième fois à ma porte pour attirer mon attention, vu ma réticence. Mais une fois que j'ai examiné les faits de cette affaire, ce que j'ai trouvé m'a rempli de répulsion et d'incrédulité.

C'est sûr, avais-je pensé, Assange doit être un violeur ! Mais ce que j'ai découvert, c'est qu'il n'a jamais été accusé d'une infraction sexuelle. Certes, peu après que les USA eurent encouragé leurs alliés à trouver des raisons de poursuivre Assange, les procureurs suédois ont informé la presse de boulevard qu'il était suspecté d'avoir violé deux femmes. Curieusement, les femmes elles-mêmes n'ont jamais affirmé avoir été violées, ni n'ont eu l'intention de porter plainte pour un crime. Imaginez donc ! De plus, l'examen médico-légal d'un préservatif présenté comme preuve, supposément porté et déchiré pendant les rapports sexuels avec Assange,



n'a révélé aucune présence d' ADN, ni celui d'Assange, ni celui de la femme, ni de qui que ce soit. Allez comprendre. Une femme a même envoyé un texto disant qu'elle voulait seulement qu'Assange passe un test de dépistage du VIH, mais que la police était « très enthousiaste à l'idée de lui mettre la main dessus ». Encore une fois, allez comprendre. Dès lors, la Suède et la Grande-Bretagne ont tout fait pour empêcher Assange de faire face à ces allégations sans avoir à s'exposer simultanément au risque d'une extradition vers les USA et donc à un simulacre de procès suivi d'une peine de prison à vie. Son dernier refuge avait donc été l'ambassade de l'Équateur.

D'accord, me suis-je dit, mais Assange doit sûrement être un hacker ! Mais ce que j'ai découvert, c'est que toutes ses révélations lui avaient été divulguées librement, et que personne ne l'accuse d'avoir piraté un seul ordinateur. En fait, la seule accusation, contestable, de piratage informatique contre lui a trait à une tentative infructueuse de pirater un mot de passe qui, si elle avait réussi, aurait pu aider sa source à couvrir ses traces. Bref, une chaîne, spéculative et inconséquente d'événements isolés : un peu comme si on essayait de poursuivre en justice un conducteur qui a tenté sans succès de dépasser la limite de vitesse, mais a échoué parce que sa voiture n'était pas assez puissante.

Bon, alors, me suis-je dit, au moins on peut être sûrs qu'Assange est un espion russe, qu'il s'est ingéré dans les élections usaméricaines et qu'il a causé des morts par négligence ! Mais tout ce que j'ai trouvé, c'est qu'il publiait constamment des informations véridiques d'intérêt public sans aucun abus de confiance, manquement à un devoir ou une allégeance. Oui, il a dénoncé des crimes de guerre, de la corruption et des violations, mais ne confondons pas sécurité nationale et impunité gouvernementale. Oui, les faits qu'il a révélés ont permis aux électeurs usaméricains de prendre des décisions en meilleure connaissance de cause, mais n'est-ce pas simplement la démocratie ? Oui, il y a des discussions éthiques à avoir sur la légitimité de publications de documents secrets non expurgées. Mais si un préjudice réel avait réellement été causé, comment se fait-il que ni Assange ni WikiLeaks n'ont jamais fait l'objet d'accusations criminelles ou de poursuites civiles pour une indemnisation équitable ?

Mais alors, me suis-je retrouvé à plaider, Assange doit sûrement être un narcissique égocentrique, faisant du skate à travers l'ambassade d'Équateur et étalant des excréments sur les murs ? Eh bien, tout ce que j'ai entendu du personnel de l'ambassade, c'est que les inconvénients inévitables de son hébergement dans leurs bureaux ont été gérés avec un respect et une considération mutuels. Cela n'a changé qu'après l'élection du président Moreno, lorsqu'on leur a soudainement demandé de trouver de quoi salir Assange et, quand ils ne l'ont pas fait, ils ont été rapidement remplacés. Le Président a même pris sur lui d'étaler ses ragots urbi et orbi, et de dépouiller personnellement Assange de son asile et de sa citoyenneté équatorienne au mépris

suite à la page(15)

# La chanteuse sahraouie Aziza Brahim censurée en France !

## *Par Nadia Jiménez Castro*




**Aziza Brahim, la chanteuse sahraouie dont un concert à l'Institut du Monde Arabe a été annulé sur ordre de Rabat**

Par Nadia Jiménez Castro

*L'artiste vit à Barcelone depuis 10 ans et sortira son cinquième album en 2019. Rabat a fait pression sur l'Institut du monde arabe pour empêcher le concert. Trois mois plus tard, la France reste silencieuse*

Aziza Brahim est l'une des artistes les plus importants de la République arabe sahraouie démocratique (RASD). En avril 2019, Aziza Brahim a fait l'objet d'une action de censure politique dans la capitale européenne des libertés, Paris, qui a permis à l'Institut du monde arabe, institution publique française, d'annuler sans préavis son concert dans la capitale française.

Les événements se sont produits il y a trois mois et il n'y a pas encore eu de réponse officielle. La France est silencieuse. En avril, Aziza Brahim a accordé une interview au journal français Le Monde après le scandale de l'administration de l'Institut du monde arabe, pour la suspension du concert dans le cadre du festival Arabofoli, commercialisé sous le titre « Résistance »

La chanteuse sahraouie, qui vit à Barcelone depuis 10 ans et qui présentera son cinquième album à l'automne 2019, a vu comment sa prestation devant le public français a été suspendue sous la pression des autorités marocaines.

L'Institut du Monde Arabe à Paris est financé par l'Etat français et plusieurs pays arabes, et avait officiellement invité l'artiste et militante sahraouie, afin que le Front Polisario soit également représenté au Festival.

Le Maroc a protesté de manière informelle et la performance a été annulée. Selon Le Monde, Aziza a déclaré : « Ce n'est un secret pour personne. Le concert a été annulé sous la pression de l'Ambassade du Maroc et des sponsors marocains. Je ne comprends pas pourquoi une institution publique en France, qui sait combien la liberté d'expression n'est pas respectée au Maroc, devrait céder à ce chantage ».

Selon Greg Connan (Dérapage Productions), l'agent de l'artiste en France, un portail d'information marocain, Le360, a alerté l'ambassade, qui à son tour a contacté Jack Lang, président de l'IMA. « Le programmeur m'a informé qu'ils avaient reçu un appel téléphonique insistant sur le fait qu'Aziza Brahim était un activiste du Front Polisario[mouvement pour la libération de la population sahraouie], ce qui est totalement faux », précise Connan. « Je leur ai parlé de sa carrière, de ses idées. Les programmeurs ont alors tenté en vain de sauver ce concert ».

Ainsi, tranquillement, alors que le pays de la Liberté, de l'Égalité, de la Fraternité s'apprêtait à célébrer la fête de la libération de toute l'Europe aux yeux du monde, la commémoration du 75e anniversaire du jour J, dans les jours suivants... faisait taire la voix d'un artiste (et avec elle, celle de tout un peuple).

Aziza se définit comme une "activiste sociale" par son art et sa musique.

**Nadia Jiménez Castro**
**31 julio, 2019**
**Traduit par Fausto Giudice**
**Tlaxcala 6 Août 2019**